

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 687

30 mars 2009

SOMMAIRE

Aberdeen Global IV	32954	Holmes Place 1 S.à r.l.	32967
Aberdeen Global V	32956	Hypnos Immobilien Gesellschaft 3	32952
Amirali Holding S.A.	32973	Icopal Equity S.à r.l.	32957
AMP Capital Investors (Luxembourg No. 3) S. à r.l.	32964	IDEMPLUX S.A.	32932
A.V.V. Amour du Vin et de la Vigne S.A.	32968	Inmer Investments Sp.z o.o. Luxembourg Branch	32975
Bayou S.A.	32966	Manosque S.A.	32930
Bayou S.A.	32963	Mexx Luxembourg S.à r.l.	32930
B&S Holding S.à.r.l.	32931	NORD/LB G-MTN S.A.	32976
Canyon Finance S.A.	32973	Nova Deuxième S.A.	32964
Catelan S.A.	32931	Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SI-CAR	32964
Centerra Luxembourg S.à.r.l.	32967	ProLogis Poland XXIX S.à r.l.	32976
Dog International S.à r.l.	32960	ProLogis Poland XXVIII S.à r.l.	32973
Dutch Debt Recoveries S. à r.l.	32962	PS Assisted Living	32954
DWS Helios	32932	"Sagewood Finance S.A."	32930
EATG Sàrl	32968	Société Immobilière du Fort Thüngen s.à.r.l., S.I.F.T.	32961
Elliott Business Style S.A.	32952	Ter-Ellen S.A.	32974
Euold Sàrl	32953	Thryn Holding N° 2 S.à r.l.	32952
Fenix Cartera S.à r.l.	32963	Titios S.A.	32931
FIL (Luxembourg) S.A.	32953	Torcon S.à r.l.	32967
First State Investments Fund Management S. à r.l.	32954	Vandelys S.A.	32956
Gordon Luxco 1 Sàrl	32962	Villar Horesca Marketing S.à r.l.	32961
Hasa Holding S.A.	32976	Wing SAH	32968

"Sagewood Finance S.A.", Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 91.624.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.03.09.

Fiduciaire Fernand Faber, Société Anonyme
Cabinet d'experts comptables
Signature

Référence de publication: 2009035302/687/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02579. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Manosque S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1250 Luxembourg, 101, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 76.791.

Le bilan du 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2009.

Pour extrait sincère conforme
Yves WAGENER

Référence de publication: 2009035300/7992/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2009, réf. LSO-DC03497. - Reçu 107,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Mexx Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 116.511.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale de l'Associé Unique de la Société du 27 février 2009

En date du 27 février 2009, l'Associé Unique de la Société a pris les résolutions suivantes:
d'accepter la démission de

- Monsieur Anurup SINGH PRUTHI en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} février 2009,
de nommer

- Monsieur Ivo Jaak Sylvain VLIEGEN, né le 21 novembre 1963 à Bree, Belgique, ayant comme adresse 139, Jan van
Rijswijkklaan, B-2018 Anvers, Belgique, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 1^{er} février 2009 et à durée
indéterminée.

Depuis cette date, le Conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Monsieur Ivo Jaak Sylvain VLIEGEN
- Monsieur Gerardus Johannes BERGHUIS

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2009.

MEXX LUXEMBOURG S.A R.L.
Signature

Référence de publication: 2009035551/250/25.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2009, réf. LSO-DC01004. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Catelan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 122.261.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20 octobre 2008, les décisions suivantes ont été prises:

1. Est remplacée la société EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES de sa fonction de commissaire rétroactivement à la date du 16 novembre 2006. Est nommé commissaire à partir de cette date jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes clôturant au 31 décembre 2009 Luc BRAUN demeurant professionnelle-ment 16, allée Marconi, L-2120 LUXEMBOURG

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009035547/504/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2009, réf. LSO-DC00985. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Titios S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 93.670.

Par décision de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 20 février 2009, ont été nommés jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 30 juin 2011:

- Luc BRAUN, 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Président du Conseil d'administration
- Horst SCHNEIDER, 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué
- FIDESCO S.A., 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur
- EURAUDIT SARL, 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009035546/504/17.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2009, réf. LSO-DC00989. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

B&S Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7626 Larochette, 25, Chemin J-A Zinnen.
R.C.S. Luxembourg B 135.944.

Administrateurs / Gérants

Avec la référence vers Article 10.3 de Constitution de Société, l'Assemblée Générale a décidé à l'unanimité de changer le conseil d'administration comme suit:

Actuel	Nouveau
Postma Holding B.V./S.ar.L.	Gerrit van Laar
10-12, rue de Medernach	Verlengde Slotlaan 61
L-7619 Larochette	3707 CC Zeist
G.D. Luxembourg	Les Pays Bas

Larochette, 12 mars 2009.

B&S Holding S.à.r.l.

Arno R. Verbeek MBA

Gérant-Directeur Général

Référence de publication: 2009035543/9036/21.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2009, réf. LSO-DC03570. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

IDEMPLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, 13, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 136.503.

RC B 136.503 société constituée en date du 08 février 2008, par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster

Assemblée générale extraordinaire du 18 juillet 2008

Ordre du jour:

Nomination de Madame RAYNAUD Emma comme administrateur délégué au même rang et avec les mêmes pouvoirs que Monsieur MERCIER Vincent.

Monsieur Max Schammel résidant à L-5328 Medingen, 20, rue de la Chapelle, agissant comme secrétaire constate que l'ensemble des parts est représenté.

La nomination de Madame Raynaud demeurant L-6450 ECHTERNACH, 33, rue du Luxembourg est acceptée à l'unanimité pour une durée déterminée qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013.

Aucun autre point étant porté à l'ordre du jour, le président clôture l'assemblée.

Livange, le 18 juillet 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2009035544/10027/21.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2009, réf. LSO-DC03479. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

DWS Helios, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 145.113.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the third day in the month of March.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

1) Mr Klaus-Michael VOGEL, managing director of "DWS Investment S.A.", L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer;

2) "DWS Investment S.A.", a company incorporated and existing under Luxembourg Law, established and having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under section B number 25.754.

The appearing parties are here represented by Mr Markward MICHAELIS, residing in Trier, Germany, by virtue of two proxies given to him under private seal on 3 March 2009.

Which proxies after having been initialled "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

who have requested the undersigned notary to draw up as follows the deed of formation of a Luxembourg corporation in the form of a (Société d'Investissement à Capital Variable or "SICAV-FIS") which they hereby form among themselves and of which they have agreed the Articles of Incorporation (the "Articles of Incorporation") as follows:

Art. 1. The Company.

1. There is hereby established a company under the name of "DWS Helios" (the "Company").

2. The Company is an open-ended investment company founded in Luxembourg as an investment company with variable capital (Société d'Investissement à Capital Variable or "SICAV-FIS") on the basis of section 3 of the law dated February 13, 2007 on specialized investment funds (the "Law of 2007"). The Company may offer the investor one or more sub-funds (umbrella structure) at its own discretion. The aggregate of the sub-funds produces the umbrella fund. In relation to third parties, the assets of a sub-fund are only liable for the liabilities and payment obligations involving such sub-fund. Additional sub-funds may be established and/or one or more existing sub-funds may be dissolved or merged at any time. One or more share classes can be offered to the investor within each sub-fund (multi-share-class construction). The aggregate of the share classes produces the sub-fund. Additional classes of shares may be established and/or one or more existing share classes may be dissolved or merged at any time. Share classes may be consolidated into categories of shares.

3. The contractual rights and obligations of shareholders are set forth in these articles of incorporation and by-laws, the current version of which, together with changes thereto, are published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et

Associations", the official gazette of the Grand Duchy of Luxembourg ("Mémorial"). By purchasing a share, the shareholder accepts the articles of incorporation and by-laws and all approved and published changes to them.

4. The Company is established for an indeterminate time.

Art. 2. Purpose of the Company. The purpose of the Company is the acquisition, sale and management of transferable securities and other permissible assets, based on the principle of risk-spreading. In doing so, the Company operates on the basis and within the scope of the provisions of the Law of 2007, as amended.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is in Luxembourg. In the event of existing or imminent extraordinary political, economic or social developments that would interfere with the Company's business activity or with communication with the Company's registered office, the Board of Directors may temporarily transfer the Company's registered office abroad. Such a temporary transfer shall have no effect on the Company's nationality; it will remain a Luxembourg company.

Art. 4. The shareholders' meeting.

1. The shareholders' meeting represents the entire body of shareholders, regardless of which particular sub-fund a shareholder has invested in. It shall have the power to take decisions on all matters pertaining to the Company. Resolutions passed at a shareholders' meeting on matters pertaining to the Company as a whole shall be binding upon all shareholders.

2. The general shareholders' meeting is held at the Company's registered office, or at any other place determined in advance, at 1.30 PM on each 4th Wednesday in April each year. Shareholders may appoint proxies to represent them at a shareholders' meeting. Resolutions are passed by simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the meeting. In all other aspects, the Law on Trading Companies of August 10, 1915 applies.

Other shareholders' meetings are held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

3. The Board of Directors may convene a shareholders' meeting. Invitations to shareholders' meetings are published in the Mémorial, in a Luxembourg newspaper and in other newspapers that the Board of Directors considers appropriate. If all shareholders are represented in person or by proxy and have confirmed that they are aware of the agenda, the requirement for a formal invitation may be waived.

Art. 5. The Board of Directors.

1. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company. Directors are elected for a period of up to six years; they can be removed at any time by resolution adopted at a shareholders' meeting. Directors can be re-elected. If a director steps down from the board before the end of his/her term of office, the remaining directors may designate a temporary successor, whose appointment must be confirmed by the next shareholders' meeting.

2. The Board of Directors shall have the authority to conduct all transactions and perform all actions it deems necessary or expedient in furtherance of the purpose of the Company. It shall be responsible for all matters pertaining to the Company, excepting those reserved for the shareholders' meeting by law or by these articles of incorporation and by-laws.

3. The Board of Directors may choose a chairman to preside at all board meetings.

4. The Board of Directors shall constitute a quorum only if the majority of directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors (whereby this is also possible in the form of a telephone or video conference). A director may appoint another director as his proxy to represent him at a board meeting. In urgent cases, board resolutions may be adopted by letter, electronic mail, telegram, fax or telex. Resolutions by the Board of Directors shall be adopted by a majority of votes. In the event of a tied vote, the chairman of the Board of Directors shall have the casting vote. Resolutions by the Board of Directors can also be adopted in the form of circular resolutions with identical contents which are signed by all directors as single copies or in duplicate.

5. The Company will generally be legally bound by the joint signatures of at least two directors.

6. The Board of Directors may delegate its powers to individual directors or third parties for the purpose of conducting all or part of the day-to-day management of the Company. Delegation to individual directors requires the consent of the shareholders' meeting.

7. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman who presided over the meeting. Proxies shall be attached to the minutes.

8. No contract or other legal transaction between the Company and any other company or legal entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is individually interested in, or is a director, partner, shareholder, officer or employee of such other company or legal entity.

9. In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any legal transaction of the Company, he/she shall make this known to the Board of Directors. In this case, he/she shall not consider or vote on any such transaction. Such an event shall be reported to the next succeeding shareholders' meeting.

10. The term "personal interest" shall not include any relationship with or interest in any matter or transaction involving a company that is part of the Deutsche Bank Group, or such other company or legal entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

11. The Board of Directors can, on its own responsibility and within the context of the legal possibilities, delegate tasks to third parties or appoint a Management Company and instruct it to perform all the tasks pertaining to joint investment management. The current sales prospectus is to be consulted for the appointment of third parties or a Management Company and the assigned tasks.

Art. 6. Share capital and shares.

1. The capital of the Company shall at all times be equal to the sum of the net asset values of the Company's various sub-funds ("net asset value of the Company"), and it is represented by shares of no nominal value, which may be issued as registered shares and/or as bearer shares.

Changes in capital are not governed by the general rules of Luxembourg commercial law on publication and registration in the Register of Commerce in regard to increasing and reducing share capital.

2. The minimum capital of the Company is EUR 1,250,000.00, which is reached within twelve months after the authorization of the Company by the CSSF. The original capital of the Company is thirty-one thousand euro (31,000.- EUR), divided into three hundred ten (310) shares with no nominal value.

3. The Board of Directors will allocate the share capital to various sub-funds.

4. The Board of Directors may, on receipt of payment of the issue price for the benefit of the Company, issue new Company shares in a share class or in a particular sub-fund without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any director and/or to any other duly authorized third party the authority to issue such new shares. The Company's assets held in each respective sub-fund are invested in securities and other legally permissible assets in accordance with the investment policy of that sub-fund as determined by the Board of Directors and taking into consideration the investment restrictions provided for by law or adopted by the Board of Directors.

In a purchase, the equivalent value is charged two bank business days after issue of the shares. In a sale, the equivalent value is credited two bank business days after redemption of the shares, unless specified otherwise in the special section of the sales prospectus of a sub-fund.

5. The issue price of new shares issued shall be equal to the net asset value per share pursuant to article 12 plus an initial sales charge.

Art. 7. The Custodian. As part of its legal obligations, the Company will enter into a Custodian agreement with such a bank as defined by the Law of April 5, 1993, that governs access to the financial sector and its surveillance, including subsequent amendments thereto.

The Custodian shall accept the obligations and responsibilities stipulated by the Law of 2007, as amended.

Both the Custodian and the Company may terminate the Custodian agreement at any time by giving three months' written notice. Such termination will be effective when the Company, with the authorization of the responsible supervisory authority, appoints another bank as Custodian and that bank assumes the responsibilities and functions as Custodian; until then the previous Custodian shall continue to fulfill its responsibilities and functions as Custodian to the fullest extent in order to protect the interests of the shareholders.

Furthermore, the Company may under the supervision of the custodian entrust the custody of assets of sub-funds to a prime broker which will be appointed for the respective sub-fund and which may use its network of correspondent banks and / or nominees. In case a prime broker has been appointed for a sub-fund the issuance document will provide the details of this appointment.

Art. 8. Audit. The Company's annual financial statements shall be audited by an auditor appointed by the Board of Directors.

Art. 9. General investment policy guidelines. The Board of Directors shall determine the investment policy according to which the assets of the Company are to be invested. The assets of the Company shall be invested on the basis of the principle of risk-spreading and within the scope of the investment objectives and restrictions as described in the sales prospectuses published by the Company.

The assets of the sub-funds shall be invested within the scope of the Law of 2007, as amended.

The sub-funds shall invest particularly, but not exclusively, in:

- securities and money market instruments that are traded on a regulated market or on another market of a member state of the European Union or of a non-member state that operates regularly and is recognized, regulated and open to the public, and is located primarily in Europe, Asia, the Americas, or Africa;

- securities and money market instruments that are new issues, provided that the terms of issue include the obligation to apply for admission for trading on an exchange or on another regulated market that that operates regularly and is recognized and open to the public, and such admission is procured no later than one year after the issue;

- shares of Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities and other collective investment undertakings; In the absence of any provisions to the contrary, a maximum of 10% of a sub-fund's net assets may be invested in shares of other Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities and/or other collective investment undertakings;

- deposits with credit institutions that are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and mature within twelve months or less, provided that the credit institution has its registered office in a member state of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a state that is not a member state of the European Union, provided that it is subject to supervisory provisions considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier as equivalent to those stipulated in European Community legislation;

- derivatives that are traded on a regulated market or on another market of a member state of the European Union or of a non-member state that operates regularly and is recognized, regulated and open to the public, as well as over-the-counter derivatives;

- money market instruments not traded on a regulated market that are usually traded on the money market, are liquid and have a value that can be accurately determined at any time, provided that the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings.

- Notwithstanding the principle of risk-spreading, the sub-funds may invest up to 100% of their assets in securities and money market instruments stemming from different issues that are issued or guaranteed by a member state of the European Union, its local authorities, a state that is not a member state of the European Union, or by a public international body of which one or more member states of the European Union are members, provided that the sub-fund holds securities that originated from at least six different issues and the securities stemming from any one issue do not exceed 30% of the assets of the sub-fund.

Art. 10. Shares of the Company.

1. The shares may be issued as registered shares or as bearer shares. There is no right to issuance of actual shares.

The Company shall acknowledge only one single shareholder per share. In the case of joint ownership or of a usufruct, the Company may suspend the exercise of the rights relating to the share ownership until the point in time at which a person is specified who will represent the joint owners or the beneficiaries and the usufructuaries to the Company.

The Company may issue fractional shares. If fractional shares are issued, the sales prospectus will specify the exact number of places after the decimal point to which the fractions are rounded.

If shares are issued as registered shares, the register of shareholders constitutes definitive proof of ownership of these shares. Unless otherwise provided for a particular sub-fund/share class, fractional shares of registered shares are rounded according to commercial practice. Such rounding may be to the benefit of either the respective shareholder or the fund.

Registered shares are issued without share certificates.

The Board of Directors may resolve to issue bearer shares which are certificated by one or more global certificates.

These global certificates are issued in the name of the company and deposited with the clearing house. The transferability of the bearer shares represented by a global certificate is subject to the respectively applicable laws, and to the regulations and procedures of the clearing agent undertaking the transfer. Investors receive the bearer shares represented by a global certificate when they are posted to the securities accounts of their financial intermediaries, which in turn are held directly or indirectly with the clearing agents. Such bearer shares represented by a global certificate are transferable according to and in compliance with the provisions contained in this sales prospectus, the regulations that apply on the respective exchange and/or the regulations of the respective clearing agent. Shareholders that do not participate in such a system can transfer bearer shares represented by a global certificate only via a financial intermediary participating in the settlement system of the corresponding clearing agent.

All shares within a share class or a sub-fund have the same rights. The rights of shareholders in different share classes within a sub-fund can differ, provided that such differences have been clarified at the time those shares were issued. Shares are issued by the Company immediately after the net asset value per share has been received for the benefit of the Company.

2. Shares are issued only to knowledgeable investors as defined by article 2 of the Law of 2007, i.e. institutional or professional investors or investors who submit written consent to being categorized as a knowledgeable investor and (1) invest at least EUR 125,000.00 in the Company or (2) submit a classification from a credit institution as defined by Directive 2006/48/EC, from an investment firm as defined by Directive 2004/39/EC, or from a management company as defined by Directive 2001/107/EC certifying that the investors possess the expertise, experience and skills to be able to assess properly any investment in the Company.

Any transfer of shares shall require the prior consent of the Company and shall only be possible if the purchaser is a knowledgeable investor as defined by the Law of 2007 and if he assumes fully the remaining obligations with respect to the Company.

If a Shareholder subscribes for shares of the Company not for his own account, but for the account of a third party, then this third party must also be a knowledgeable investor as defined by the Law of 2007.

3. Each shareholder has the right to vote at the shareholders' meeting. The voting right may be exercised in person or by proxy. Each share is entitled to one vote.

Fractional shares do not provide a voting right, but do entitle the owner to participate in the distributions of the Company on a pro-rata basis.

4. The Company may, on its own responsibility and in compliance with the conditions described in detail in the sales prospectus, accept securities as payment for a subscription ("investment in kind"), as long as the Company believes that such an action is in the interest of shareholders. The nature of the business undertaken by the enterprises whose securities are accepted as payment for a subscription must, however, be compatible with the investment policy and the investment limits of the respective sub-fund. The Board of Directors may, at its own discretion, reject any and all securities offered as payment for a subscription, without having to give reasons. All costs arising from an investment in kind shall be borne by the subscriber in their entirety. The Company must have its auditor prepare a valuation report for these securities, which in particular shall specify the amounts, designations and values arising from these securities, as well as the valuation methods used.

5. The issue and redemption of shares and the distribution of dividends are performed by the Company, the transfer agent and all paying agents.

Art. 11. Restriction of the issue of shares. The Company may at any time and at its discretion reject a subscription application or temporarily limit, suspend or permanently discontinue the issue of shares, or may buy back shares at the redemption price, if such action should appear necessary in consideration of the interests of the shareholders or the public, or to protect the Company or the shareholders.

In this case, the Management Company or the Company's paying agent will promptly refund payments on subscription applications that have not yet been executed.

Art. 12. Calculation of the net asset value per share.

1. The total NAV (net asset value) of the Company is expressed in euro.

2. The value of a share shall be calculated regularly, at least once a year ("valuation date"), for each class of shares of each sub-fund. The Company may, within the limits specified by law, delegate the calculation of the net asset value per share to third parties. The net asset value per share of each share class of each sub-fund shall be expressed in the base currency of the relevant share class of that sub-fund. It shall be determined on each valuation date, taking into consideration the following valuation rules:

First, the value of the sub-fund's net assets on the valuation date is determined by deducting the total liabilities of the sub-fund from its total assets. If only one class of shares exists for a particular sub-fund, the sub-fund's net asset value is then divided by the number of shares of the sub-fund in circulation. If more than one class of shares was issued for a particular sub-fund, the percentage of the sub-fund's net assets attributable to the individual class of shares is divided by the number of shares of that share class in circulation. The net asset value per share can be rounded up or down to the nearest share of the respective currency, as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value per share there have been material changes in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments are traded or listed, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

3. The assets of the Company primarily include:

- a) securities and other investments of the Company's assets;
- b) liquid assets, including any interest accrued thereon;
- c) amounts receivable from dividends and other distributions;
- d) interest receivable due and other interest on securities owned by the Company, except to the extent that they are included or reflected in the market value of such securities;
- e) formation and set-up costs of the Company, insofar as these have not yet been amortized;
- f) other assets, including expenses paid in advance.

4. The liabilities of the Company primarily include:

- a) loans and liabilities due, with the exception of liabilities due to subsidiaries;
- b) all liabilities resulting from the day-to-day management of the Company's assets;
- c) all other liabilities, present and future, including the amount of any declared but still unpaid dividends on Company shares;
- d) provisions for future taxes and other reserves, to the extent that they have been authorized or approved by the Board of Directors;
- e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature, except liabilities represented by shares in the Company.

5. Shares of the Company whose redemption has been applied for shall be treated as shares in circulation until the valuation date of such a redemption, with the redemption price being a liability of the Company until its effective payment.

6. Shares to be issued shall be treated as shares already issued as of the valuation date applicable for their issue price. Any unpaid issue price shall be a receivable due to the Company until receipt of payment.

7. Each respective sub-fund's NAV is calculated according to the following principles:

- a) Securities and money market instruments listed on an exchange are valued at the most recent available price paid.

b) Securities and money market instruments not listed on an exchange but traded on another organized securities market are valued at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price at the time of the valuation, and which the Company considers the best possible price at which the securities can be sold.

c) In the event that such prices are not in line with market conditions, or for securities and money market instruments other than those covered in (a) and (b) above for which there are no fixed prices, these securities and money market instruments, as well as all other assets, will be valued at the current market value as determined in good faith by the Management Company, following generally accepted valuation principles verifiable by auditors.

d) Liquid assets are valued at their nominal value plus interest.

e) Time deposits may be valued at their yield value if a contract exists between the Company and the Custodian stipulating that these time deposits can be withdrawn at any time and that their yield value is equal to the realized value.

f) All assets denominated in a currency other than that of the respective sub-fund are converted into the sub-fund currency at the most recent mean rate of exchange.

g) The prices of the derivatives employed by the fund will be set in the usual manner, which is verifiable by the auditor and subject to systematic examination. The criteria that have been specified for pricing the derivatives shall remain in effect for the term of each individual derivative.

h) Credit default swaps are valued according to standard market practice at the current value of future cash flows, where the cash flows are adjusted to take into account the risk of default. Interest rate swaps are valued at their market value, which is determined based on the yield curve for each swap. Other swaps are valued at an appropriate market value, determined in good faith in accordance with recognized valuation methods that have been specified by the Management Company and approved by the fund's auditor.

i) The target fund shares contained in the fund are valued at the most recent available redemption price that has been determined.

8. An income adjustment account is maintained.

9. For large-scale redemption requests that cannot be met from the liquid assets and allowable credit facilities, the Company may determine the net asset value per share on the basis of the price on the valuation date on which it sells the necessary securities; this price shall then also apply to subscription applications submitted at the same time.

10. The assets are allocated as follows:

a) The remuneration from the issue of shares of a share class within a sub-fund is assigned in the books of the Company to the appropriate sub-fund, and the corresponding amount will increase the percentage of that share class in the net assets of the sub-fund accordingly. Assets and liabilities, as well as income and expenses, are allocated to the respective sub-fund in accordance with the provisions contained in this article. If such assets, liabilities, income and expenses are identified in the provisions of the sales prospectus as being allocated exclusively to certain specified classes of shares, they will increase or reduce the percentage of those share classes in the net assets of the sub-fund.

b) Assets that are also derived from other assets are allocated in the books of the Company to the same sub-fund or the same share class as the assets from which they are derived, and at each revaluation of an asset the increase or decrease in value is allocated to the corresponding sub-fund or the corresponding share class.

c) If the Company enters into an obligation that is connected to a particular asset of a particular sub-fund or a particular share class, or to an action relating to an asset of a particular sub-fund or a particular share class, this liability is allocated to the corresponding sub-fund or share class.

d) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a particular sub-fund, that asset or liability will be allocated to all sub-funds in proportion to the net assets of the respective sub-fund or in such other manner as the Board of Directors determines in good faith; the Company as a whole shall not be liable to third parties for the liabilities of individual sub-funds.

e) In the event of a distribution of dividends, the net asset value per share of the distribution share class is decreased by the amount of the distribution. This decreases the percentage of the distribution share class in the sub-fund's net assets, while at the same time increasing the percentages in the sub-fund's net assets of the share classes that do not receive distributions. The net effect of the reduction of the sub-fund's net asset value, and the corresponding increase of the percentage of the sub-fund's net assets allocated to the share classes that do not receive distributions, is that the net asset values of the non-distributing share classes are not adversely affected by any dividend distribution.

11. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors in connection with the calculation of the net asset value per share shall be final and binding on the Company, as well as on present, past and future shareholders.

Art. 13. Suspension of the issue or redemption of shares and their exchange, and of calculation of the net asset value per share.

1. The Company has the right to suspend the issue or redemption of shares and their exchange, as well as calculation of the NAV per share of the respective sub-fund or of one or more share classes, if and while circumstances exist that

make this suspension necessary and if the suspension is justified when taking into consideration the interests of the shareholders, in particular:

a) while an exchange or other regulated market on which a substantial portion of the securities of the particular sub-fund are traded is closed (excluding normal weekends and holidays) or when trading on that exchange has been suspended or limited;

b) in an emergency, if the sub-fund is unable to access its investments or cannot freely transfer the transaction value of the sub-fund's purchases or sales or calculate the NAV per share in an orderly manner;

c) if the assets available for acquisition on the market or the possibilities of disposing of assets of the sub-fund are limited because of the limited investment horizon of the sub-fund.

2. Investors who have applied for redemption of shares will be informed promptly of the suspension and will then be notified immediately once the calculation of the net asset value per share is resumed.

The suspension of the issue or redemption of shares and their exchange, and of the calculation of the net asset value per share, shall have no effect on any other sub-fund.

Art. 14. Redemption of shares.

1. Shareholders are entitled at any time to request the redemption of their shares. Redemption will be effected only on a valuation date as defined in article 12, and at the net asset value per share calculated in accordance with article 12 of these articles of incorporation and by-laws.

2. The Company shall have the right, with the previous authorization of the Custodian, to carry out substantial redemptions only once the corresponding assets of the Company have been sold without delay.

3. The Company or an institution designated by the Company is obligated to transfer the redemption price to the country of the applicant only if this is not prohibited by law - for example by foreign exchange regulations - or by other circumstances beyond the control of the Company or the institution designated by the Company.

4. In the event that for any reason the value of the total net assets in any sub-fund has fallen below an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund to be operated in an economically efficient manner, or in the case of a substantial change in the political or economic situation or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the sub-fund at the net asset value per share (taking into consideration actual realization prices of investments and associated realization costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect. The Company shall notify the holders of the shares of the sub-fund of this at least thirty days before the valuation date on which the redemption shall take effect. Shareholders will be informed by the Company by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless these shareholders and their addresses are known to the Company.

5. In a manner corresponding with article 14 (4), the Board of Directors may decide to redeem all shares of a share class at the net asset value per share (taking into consideration actual realization prices of investments and associated realization costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect.

Art. 15. Exchange of shares. The shareholders of a sub-fund may exchange part or all of their shares at any time for shares of a different sub-fund or another share class of the same sub-fund, provided that such exchanges are provided for in the sales documentation for that sub-fund and the respective share classes of that sub-fund. This exchange is effected at the net asset value per share plus an exchange commission, the amount of which shall be stated in the sales documentation.

Art. 16. Establishment, closing and merger of sub-funds or share classes.

1. The establishment of sub-funds is decided by the Board of Directors.

2. Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors, the Board of Directors can resolve to dissolve the Company assets of a sub-fund and pay out to the shareholders of this sub-fund the net asset value of their shares (taking into consideration the actual realization values and realization costs associated with the investments) on the valuation date on which such decision shall take effect. If a situation arises resulting in the dissolution of the sub-fund, the issue and redemption of shares of the respective sub-fund will be halted. On the instructions of the Company or the liquidators appointed by the shareholders' meeting, the Board of Directors will divide the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders of the respective sub-fund according to their entitlement. The net proceeds of liquidation not collected by shareholders upon completion of the liquidation proceedings will be deposited at the Custodian's premises for a period of six months and will then be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg for the account of the shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed by the statutory deadline of 30 years.

Furthermore, the Board of Directors can declare the cancellation of the issued shares in such a sub-fund and the allocation of shares in another sub-fund, subject to approval by the shareholders' meeting of the shareholders of that other sub-fund, provided that for the period of one month after publication according to the provision below the shareholders of the corresponding sub-fund shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value, in accordance with the procedures stipulated in articles 14 and 15 of these articles of incorporation and by-laws and without additional cost.

3. Under the preconditions stipulated in article 14 (4), the Board of Directors may decide to transfer the assets of a sub-fund to a different sub-fund that exists within the Company or to one or several sub-funds in the Company with a different specialized investment fund in accordance with the Law of 2007, or to a Luxembourg Undertaking for Collective Investment (UCI) established according to the Law of December 20, 2002 on Undertakings for Collective Investment or to merge the sub-fund with a sub-fund in such a specialized investment fund or such a UCI. Such a decision shall be published in a manner identical to that stipulated in article 14 (4) in order to enable the shareholders for a period of at least one month to apply for no-cost redemption or no-cost exchange of their shares. In the event of a merger with an open-end fund similar to an investment fund (fonds commun de placement), such a resolution is binding only on those shareholders who gave their approval for the merger.

4. The execution of the merger involves the dissolution of the sub-fund and a simultaneous takeover of all of the assets by the receiving fund or sub-fund. However, in contrast to a dissolution, the investors in the sub-fund receive shares of the receiving fund or sub-fund, the number of which is based on the ratio of the net asset values per share of the funds involved at the time of the absorption, with a provision for settlement of fractions if necessary. The execution of the merger will be monitored by the auditor of the sub-fund.

5. The Board of Directors may decide at any time to establish an additional class of shares.

6. Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by article 14 (4), the Board of Directors can, in the cases specified by law, resolve to dissolve a share class within a sub-fund and pay out to the shareholders of this share class the net asset value of their shares (taking into consideration the actual realization values and realization costs associated with the investments) on the valuation date on which such decision shall take effect. Furthermore, the Board of Directors can declare the cancellation of the issued shares in a particular share class in such a sub-fund and the allocation of shares of a different share class in the same sub-fund, provided that for the period of one month after publication the shareholders of the share class of the sub-fund to be cancelled shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value and in accordance with the procedure stipulated in articles 14 and 15 of these articles of incorporation and by-laws without additional cost.

7. The Board of Directors can decide to merge share classes within a sub-fund. Such a merger means that the investors in the share class to be cancelled receive shares of the receiving share class, the number of which is based on the ratio of the net asset values per share of the share classes involved at the time of the merger, with a provision for settlement of fractions if necessary. The execution of the merger will be monitored by the auditor of the Company.

8. The Board of Directors is entitled to pass one of the resolutions described in paragraphs 2 and 3

- if there is an essential change in the social, political or economic situation in the countries where investments for the respective sub-fund are made or where the shares of this sub-fund are offered for sale, or

- insofar as the value of the assets of the respective sub-fund falls to such an extent that it is no longer possible to guarantee the economically efficient management of this sub-fund, or

- in the context of rationalization measures.

Art. 17. Shareholders' meeting for shareholders of a sub-fund or a share class.

1. The shareholders of a sub-fund or a class of shares can hold a shareholders' meeting at any time in order to decide on actions pertaining exclusively to that sub-fund or that share class.

2. The provisions of article 4 shall apply correspondingly to such shareholders' meetings.

3. Each share is entitled to one vote in accordance with the provisions of Luxembourg law and these articles of incorporation and by-laws. Shareholders may act either in person or by giving a proxy to another person who need not be a shareholder and may be a director.

4. Unless otherwise provided for by law or in these articles of incorporation and by-laws, the resolutions of the shareholders' meeting of a sub-fund are passed by a simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the shareholders' meeting.

5. Any resolution of the shareholders' meeting that affects the rights of the shareholders of a sub-fund in comparison with the rights of the shareholders of another sub-fund or the shareholders of a share class in comparison with the rights of the shareholders of another share class of this sub-fund will be subject to the approval by resolution of the shareholders' meeting of this sub-fund or of this share class, and shall take into consideration the provisions of article 68 of the Law of August 10, 1915, on Trading Companies, as amended.

Art. 18. Distribution policy.

1. For each sub-fund, the Board of Directors decides whether to distribute or reinvest income. In the case of a distribution, the Board of Directors also decides whether a distribution will be made and in what amount. Where distribution share classes are established, regular net income and realized capital gains may be distributed. In addition, unrealized capital gains as well as retained capital gains from previous years and other assets may also be distributed, provided the Company net assets do not fall below the minimum amount required by article 6 (2) of these articles of incorporation and by-laws. Distributions are paid out based on the number of shares in issue on the distribution date. Distributions may be paid entirely or partly in the form of bonus shares. Any remaining fractions of shares may be paid out in cash or credited. Distributions not claimed within the deadlines stipulated in article 22 shall lapse in favor of the

relevant share class of the sub-fund. Where capitalization share classes are established, no earnings are distributed, except as provided for in paragraph 2.

2. The Board of Directors may elect to pay out special and interim dividends for each class of shares of a sub-fund in accordance with the law.

Art. 19. Amendment of these articles of incorporation and by-laws.

1. These articles of incorporation and by-laws may be amended entirely or partly by a shareholders' meeting in compliance with Luxembourg law.

2. Changes to these articles of incorporation and by-laws shall be published in the Mémorial.

Art. 20. Publications.

1. Issue and redemption prices may be obtained from the Management Company and all paying agents. Prices are also published as necessary in the official publications of the respective legal systems in which the shares are available for public distribution.

2. The Company produces an audited annual report according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

3. The sales prospectus, the articles of incorporation and by-laws, and the annual reports are available free of charge to shareholders at the registered office of the Company and at all sales and paying agents. Contracts with the designated Management Company, any investment advisors, the fund manager and the Custodian of the Company are available for inspection at the registered office of the Company.

Art. 21. Dissolution of the Company.

1. The Company can be dissolved at any time by the shareholders' meeting.

2. As required by law, dissolution of the Company shall be announced by the Company in the Mémorial and in at least three national daily newspapers, one of which must be a Luxembourg newspaper.

3. If a situation arises resulting in the dissolution of the Company, the issue and redemption of shares will be halted. On the instructions of the Company or, where applicable, those of the liquidators appointed by the shareholders' meeting, the Custodian will distribute the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders according to their entitlement. The net proceeds of liquidation not collected by shareholders upon completion of the liquidation proceedings will at that time be deposited by the Custodian with the Caisse des Consignations in Luxembourg for the account of shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed by the statutory deadline.

Art. 22. Limitation of claims. Claims of shareholders against the Company or the Custodian shall cease to be enforceable once a period of five years has elapsed since the claim arose.

Art. 23. Fiscal year. The Company's fiscal year ends on December 31 of each year.

Art. 24. Applicable law, jurisdiction and language of contract.

1. The articles of incorporation and by-laws of the Company are subject to the laws of Luxembourg. The same applies to the legal relationship between the shareholders and the Company. The articles of incorporation and by-laws are filed with the District Court in Luxembourg. Any legal disputes between shareholders, the Company and the Custodian are subject to the jurisdiction of the competent court in the judicial district of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company and the Custodian may elect to submit themselves and the Company to the jurisdiction and laws of any of the countries of distribution in respect of the claims of shareholders who are resident in the relevant country, and with regard to matters concerning the Company.

2. The German version of these articles of incorporation and by-laws shall be legally binding. The Company may, with regard to Company shares sold to shareholders in such countries, declare translations into the languages of those countries where the shares of the Company may be offered for sale to the public to be binding.

Art. 25. Other legal provisions. All issues that are not regulated by these articles of incorporation and by-laws shall be regulated by the provisions of the Law of August 10, 1915 on Trading Companies, by the Law of 2007 including any subsequent changes or amendments to the respective laws and by the general provisions of Luxembourg law.

Subscription and Payment

The Shares have been subscribed and issued as follows:

1) Mr Klaus-Michael VOGEL, prenamed, has subscribed to one (1) share without par value issued at a price of HUNDRED EURO (100.- EUR) fully paid up in cash.

2) "DWS Investment S.A.", hereabove mentioned, has subscribed to three hundred and nine (309) shares without par value issued at a price of HUNDRED EURO (100.- EUR) each fully paid up in cash.

As a consequence the Company has at its disposal an amount of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) of which evidence has been shown to the undersigned notary who expressly states this.

Transitory Provision

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2009.

General Meeting of Shareholders

The above-mentioned parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an Extraordinary General Meeting of Shareholders.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the Extraordinary General Meeting of Shareholders has passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

First resolution

The following persons are elected as members of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of Shareholders to be held in 2012:

- Mr Klaus-Michael VOGEL, managing director DWS Investment S.A., born on 11 November 1949 in Heidenheim an der Brenz, Germany, having his professional address at L-1115, Grand Duchy of Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer;

- Mr Ernst W. CONTZEN, managing director Deutsche Bank Luxembourg S.A., born in Cologne, Germany, on 28 November 1948, having his professional address at L-1115, Grand Duchy of Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer;

- Mrs Dorothee WETZEL, Head of Product Management Mutual Fund Products Germany, DWS Investment GmbH, born in Eschwege, Germany, on 6 June 1972, having her professional address at D-60326 Frankfurt am Main, Germany, Mainzer Landstraße 178-190;

- Mr Jochen WIESBACH, manager DWS Investment GmbH, born in Mainz-Mombach, Germany, on 14 July 1968, having his professional address at D-60326 Frankfurt am Main, Germany, Mainzer Landstraße 178-190.

Mr Klaus-Michael VOGEL, prenamed is appointed first chairman of the Board of Directors.

Second resolution

Has been elected as auditor until the annual general meeting of Shareholders to be held in 2010:

"KPMG Audit", with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 103.590).

Third resolution

The registered office of the Company shall be at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Fourth resolution

Has been appointed as managing company "DWS Investment S.A.", with registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 25.754).

Fifth resolution

The accounting year of the Company ends on 31 December of each year and for the first time on 31 December 2009. The first audited annual report will be drawn up on 31 December 2009. The first general meeting of shareholders will be held on the fourth Wednesday in the month of April 2010.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately six thousand euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the parties appearing, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendneun, den dritten März.

Vor der unterzeichnenden Notar Jean-Joseph Wagner mit dem Amtssitz zu Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1) Herr Klaus-Michael Vogel, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied der DWS Investment S.A., L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer;

2) "DWS Investment S.A.", eine Aktiengesellschaft, gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit Sitz in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 25.754.

Die Erschienenen sind hier vertreten durch Herrn Markward MICHAELIS, wohnhaft in Trier, Deutschland, auf Grund von zwei, ihm am 3. März 2009 erteilten privatschriftlichen Vollmachten,

welche Vollmachten "ne varietur" durch die Vollmachtnehmer und dem amtierenden Notar paraphiert und werden zusammen mit dieser Urkunde als Anhang beigefügt um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Die Erschienenen erklären, eine Aktiengesellschaft in Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital "SICAV" (Société d'Investissement à Capital Variable, SICAV-FIS) zu errichten, welcher sie folgende Satzung zu Grunde legen:

Art. 1. Die Gesellschaft.

1. Es besteht eine Gesellschaft unter der Bezeichnung "DWS Helios" (die "Gesellschaft").

2. Die Gesellschaft ist eine in Luxemburg als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à Capital Variable, SICAV-FIS) gegründete offene Investmentgesellschaft gemäß Kapitel 3 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das "Gesetz von 2007"). Die Gesellschaft kann dem Anleger nach freiem Ermessen einen oder mehrere Teilfonds anbieten (Umbrella-Konstruktion). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Umbrellafonds. Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für die Verbindlichkeiten und Zahlungsverpflichtungen, die diesen Teilfonds betreffen. Es können jederzeit weitere Teilfonds aufgelegt und / oder ein oder mehrere bestehende Teilfonds aufgelöst oder zusammengelegt werden. Innerhalb jedes Teilfonds können dem Anleger eine oder mehrere Anteilklassen angeboten werden (multi-share-class-Konstruktion). Die Gesamtheit der Anteilklassen ergibt den Teilfonds. Es können jederzeit weitere Anteilklassen aufgelegt und / oder eine oder mehrere bestehende Anteilklassen aufgelöst oder zusammengelegt werden. Anteilklassen können zu Kategorien von Anteilen zusammengefasst werden.

3. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber sind in dieser Satzung geregelt, deren gültige Fassung sowie Änderungen derselben im "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg ("Mémorial"), veröffentlicht sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber die Satzung sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

4. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Verkauf und die Verwaltung von Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung. Die Gesellschaft handelt dabei auf der Grundlage und im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 in der jeweiligen Fassung.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg. Bei Eintritt außergewöhnlicher Umstände politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur, welche die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft oder die Kommunikation mit dem Gesellschaftssitz behindern oder zu behindern drohen, kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz zeitweilig ins Ausland verlegen. Eine solche Sitzverlegung ändert an der luxemburgischen Staatsangehörigkeit der Gesellschaft nichts.

Art. 4. Die Gesellschafterversammlung.

1. Die Gesellschafterversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber, unabhängig davon an welchem Teilfonds die Anteilhaber beteiligt sind. Sie kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Anteilhaber.

2. Die ordentliche Gesellschafterversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Voraus festgelegten Ort an jedem vierten Mittwoch im April jeden Jahres um 13.30 Uhr statt. Die Anteilhaber können sich auf der Gesellschafterversammlung vertreten lassen. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der auf dieser Versammlung anwesenden und vertretenen Anteilhaber gefasst. Im Übrigen findet das Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 Anwendung.

Sonstige Versammlungen der Anteilhaber werden an dem Ort und an dem Tag abgehalten, die in der jeweiligen Versammlungsmitteilung angegeben sind.

3. Die Gesellschafterversammlung kann durch den Verwaltungsrat einberufen werden. Einladungen zu Gesellschafterversammlungen werden im Mémorial, in einer Luxemburger Zeitung sowie in weiteren Zeitungen, welche der Verwaltungsrat für zweckmäßig hält, veröffentlicht. Soweit alle Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie Kenntnis von der Tagesordnung haben, kann auf eine förmliche Einladung verzichtet werden.

Art. 5. Der Verwaltungsrat.

1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, die nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für die Dauer von bis zu sechs Jahren bestellt; sie können von der Gesellschafterversammlung jederzeit abberufen werden. Eine Wiederwahl ist möglich. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats einen vorläufigen Nachfolger bestimmen, dessen Bestellung von der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung bestätigt werden muss.

2. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich erscheinen. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Gesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz oder nach dieser Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

3. Der Verwaltungsrat kann seinen Präsidenten bestimmen, der in den Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz hat.

4. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend (wobei dies auch im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz möglich ist) oder vertreten ist. Ein Verwaltungsratsmitglied kann sich durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, das dazu bevollmächtigt wurde. In Dringlichkeitsfällen kann auch die Beschlussfassung durch Brief, elektronischer Post, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben erfolgen. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten des Verwaltungsrats. Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch in Form von Umlaufbeschlüssen mit identischen Inhalt verabschiedet werden, welche in einfacher oder mehrfacher Ausfertigung von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

5. Die Gesellschaft wird grundsätzlich durch gemeinschaftliche Unterschrift von mindestens zwei Mitgliedern des Verwaltungsrats rechtsverbindlich verpflichtet.

6. Der Verwaltungsrat kann einzelnen Verwaltungsratsmitgliedern oder Dritten für die Gesamtheit oder einen Teil der täglichen Geschäftsführung die Vertretung der Gesellschaft übertragen. Die Übertragung auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrats bedarf der Einwilligung der Gesellschafterversammlung.

7. Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung zu unterzeichnen. Vollmachten sind dem Protokoll anzuheften.

8. Kein Vertrag und kein Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Rechtsperson wird dadurch beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft in dieser anderen Gesellschaft oder Rechtsperson ein Eigeninteresse haben oder darin eine Funktion als Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Gesellschafter, Bevollmächtigter oder Angestellter ausüben.

9. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft ein Eigeninteresse hat, so muss er hierüber dem Verwaltungsrat Mitteilung machen. In diesem Fall kann er weder an den Beratungen noch an der Abstimmung über dieses Geschäft teilnehmen. Der nächsten Gesellschafterversammlung ist hierüber Bericht zu erstatten.

10. Der Begriff "Eigeninteresse" findet keine Anwendung auf jedwede Angelegenheit, Beziehung oder Geschäft, die mit einer Gesellschaft des Deutsche Bank Konzerns oder jeder anderen Gesellschaft oder Rechtsperson, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat frei bestimmt werden können, bestehen.

11. Der Verwaltungsrat kann unter eigener Verantwortung im Rahmen der gesetzlichen Möglichkeiten Aufgaben an Dritte delegieren oder auch eine Verwaltungsgesellschaft benennen und diese beauftragen, sämtliche Aufgaben der gemeinsamen Anlageverwaltung wahrzunehmen. Die Benennung Dritter oder einer Verwaltungsgesellschaft sowie der übertragenen Aufgaben ist dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt zu entnehmen.

Art. 6. Gesellschaftskapital.

1. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtnettowert der verschiedenen Teilfonds der Gesellschaft ("Netto-Gesellschaftsvermögen") und wird repräsentiert durch Gesellschaftsanteile ohne Nennwert, die als Namensanteile und/oder als Inhaberanteile ausgegeben werden können.

Für Kapitalveränderungen sind die allgemeinen Vorschriften des Luxemburger Handelsrechts über die Veröffentlichung und Eintragung im Handelsregister hinsichtlich der Erhöhung und Herabsetzung von Aktienkapital nicht maßgebend.

2. Das Gesellschaftsmindestkapital beträgt 1.250.000 Euro und wird innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft durch die CSSF erreicht. Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert.

3. Der Verwaltungsrat wird das Gesellschaftskapital verschiedenen Teilfonds zuordnen.

4. Der Verwaltungsrat kann jederzeit gegen Zahlung des Ausgabepreises zu Gunsten der Gesellschaft neue Gesellschaftsanteile in einer Anteilklasse bzw. im jeweiligen Teilfonds ausgeben, ohne dass den bis dahin existierenden Anteilinhabern jedoch ein Vorzugsrecht auf Zeichnung dieser neuen Anteile zusteht. Der Verwaltungsrat kann die Befugnis zur Ausgabe neuer Anteile an ein Verwaltungsratsmitglied und / oder an jeden ordnungsgemäß bevollmächtigten Dritten übertragen. Das Gesellschaftsvermögen des jeweiligen Teilfonds wird in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds, wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen.

Beim Kauf erfolgt die Belastung des Gegenwertes zwei Bankgeschäftstage nach Anteilausgabe, beim Verkauf erfolgt die Gutschrift des Gegenwertes zwei Bankgeschäftstage nach Rücknahme der Anteile, es sei denn im Besonderen Teil des Verkaufsprospektes eines Teilfonds wird eine abweichende Regelung getroffen.

5. Der Ausgabepreis bei der Ausgabe neuer Anteile entspricht dem Anteilwert gemäß Artikel 12 zuzüglich eines Ausgabeaufschlags.

Art. 7. Die Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Zugang zum Finanzsektor und dessen Überwachung einschließlich nachfolgender Ergänzungen abschließen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2007 in der jeweiligen Fassung.

Die Depotbank sowie die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung wird wirksam, wenn die Gesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt, bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Die Gesellschaft kann ferner für die Teilfonds, unter der Aufsicht der Depotbank, die Verwahrung der Vermögenswerte einem Prime Broker anvertrauen, der für den jeweiligen Teilfonds ernannt wurde und der auf sein Netzwerk aus Korrespondenzbanken und/oder Nominees zurückgreifen kann. Sofern für einen Teilfonds ein Prime Broker bestellt ist, werden die Einzelheiten der Bestellung in dem Emissionsdokument genannt.

Art. 8. Abschlussprüfung. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der vom Verwaltungsrat ernannt wird.

Art. 9. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlageziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen.

Das Vermögen der Teilfonds wird im Rahmen des Gesetzes von 2007 in der jeweiligen Fassung investiert.

Die Teilfonds investieren insbesondere - jedoch nicht abschließend - in:

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einem geregelten Markt oder an einem anderen Markt eines Mitgliedstaates der EU oder eines Nicht-Mitgliedstaates, der geregelt, anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, vor allem in den Märkten Europas, Asiens, Amerikas oder Afrikas.

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt beantragt ist, der anerkannt ist, für das Publikum offen ist und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach Emission erlangt wird.

- Anteile von Organismen für gemeinsamen Anlagen in Wertpapieren und Organismen für gemeinsame Anlagen. Sofern für einen Teilfonds nicht anders vorgesehen, kann ein Teilfonds höchstens 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere und/oder Organismen für gemeinsame Anlage anlegen.

- Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls sich der Sitz des Kreditinstituts in einem Staat befindet, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

- Derivate, die an einem geregelten Markt oder an einem anderen Markt eines Mitgliedstaates der EU oder eines Nicht-Mitgliedstaates, der geregelt, anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, als auch Over-the-Counter Derivate.

- Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt.

- Die Teilfonds können abweichend vom Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% ihres Vermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Staat außerhalb der Europäischen Union oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakter, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, sofern das Teilfondsvermögen in Wertpapiere investiert, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben wurden, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Teilfondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 10. Gesellschaftsanteile.

1. Die Anteile können als Namensanteile oder als Inhaberanteile ausgegeben werden. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Anteile besteht nicht.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Anteilhaber pro Anteil an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Anteilbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Anteilbruchteile ausgeben. Sofern Anteilbruchteile ausgegeben werden, enthält das Verkaufsprospekt konkrete Angaben mit wie vielen Dezimalstellen eine Ausgabe von Bruchteilen erfolgt.

Sollten Anteile als Namensanteile ausgegeben werden ist das Anteilinhaberregister schlüssiger Beweis für das Eigentum an diesen Anteilen. Sofern für einen Teilfonds/Anteilklasse nicht anders vorgesehen, werden Anteilsbruchteile von Namensanteilen kaufmännisch gerundet ausgegeben. Eine Rundung kann für den jeweiligen Anteilinhaber oder den Fonds vorteilhaft sein.

Die Ausgabe von Namensanteilen erfolgt ohne Anteilscheine.

Der Verwaltungsrat kann die Ausgabe von Inhaberanteilen beschließen, die durch eine oder mehrere Globalurkunden verbrieft werden.

Diese Globalurkunden werden auf den Namen der Gesellschaft ausgestellt und bei den Clearingstellen hinterlegt. Die Übertragbarkeit der durch eine Globalurkunde verbrieften Inhaberanteile unterliegt den jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen sowie den Vorschriften und Verfahren der mit der Übertragung befassten Clearingstelle. Anleger erhalten die durch eine Globalurkunde verbrieften Inhaberanteile durch Einbuchung in die Depots ihrer Finanzmittler, die direkt oder indirekt bei den Clearingstellen geführt werden. Solche durch eine Globalurkunde verbrieften Inhaberanteile sind gemäß und in Übereinstimmung mit den in diesem Verkaufsprospekt enthaltenen Bestimmungen, den an der jeweiligen Börse geltenden Regelungen und/oder den Regelungen der jeweiligen Clearingstelle frei übertragbar. Anteilinhaber, die nicht an einem solchen System teilnehmen, können durch eine Globalurkunde verbrieften Inhaberanteile nur über einen am Abwicklungssystem der entsprechenden Clearingstelle teilnehmenden Finanzmittler übertragen.

Alle Anteile innerhalb einer Anteilklasse bzw. eines Teilfonds haben gleiche Rechte. Die Rechte der Anteilinhaber in verschiedenen Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds können voneinander abweichen, sofern dies bei der Ausgabe der jeweiligen Anteile klargestellt wurde. Anteile werden von der Gesellschaft nach Eingang des Anteilwerts zu Gunsten der Gesellschaft unverzüglich ausgegeben.

2. Anteile werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Anteilen bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz die restlichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Falls ein Anteilinhaber Anteile der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

3. Jeder Anteilinhaber hat Stimmrecht auf der Gesellschafterversammlung. Das Stimmrecht kann in Person oder durch Stellvertreter ausgeübt werden. Jeder Anteil gibt Anrecht auf eine Stimme.

Anteilbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

4. Die Gesellschaft kann in ihrer eigenen Verantwortung und in Übereinstimmung mit den im Verkaufsprospekt näher festgelegten Bedingungen Wertpapiere für eine Zeichnung in Zahlung nehmen ("Sacheinlage"), soweit die Gesellschaft davon ausgeht, dass dies im Interesse der Anteilinhaber ist. Der Geschäftsgegenstand der Unternehmen, deren Wertpapiere für eine Zeichnung in Zahlung genommen werden, hat jedoch der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds zu entsprechen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen alle oder einzelne Wertpapiere, die als Zahlung für eine Zeichnung angeboten werden ohne Angabe von Gründen ablehnen. Sämtliche durch die Sacheinlage verursachten Kosten fallen in voller Höhe dem Zeichner zur Last. Die Gesellschaft ist verpflichtet, durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft einen Bewertungsbericht erstellen zu lassen, aus dem insbesondere die Menge, die Bezeichnung, der Wert sowie die Bewertungsmethode für diese Wertpapiere hervorgehen.

5. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Auszahlung von Ausschüttungen erfolgen durch die Gesellschaft, den Transfer Agent sowie über jede Zahlstelle.

Art. 11. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen. Die Gesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Gesellschaft oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

In diesem Fall wird die Verwaltungsgesellschaft oder Zahlstelle der Gesellschaft auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

Art. 12. Anteilwertberechnung.

1. Das Gesamt-Gesellschaftsvermögen der Gesellschaft wird in Euro ausgedrückt.

2. Der Wert eines Anteils wird für jede Anteilklasse eines Teilfonds regelmäßig festgelegt, und zwar nicht weniger als einmal im Jahr ("Bewertungstag"). Die Gesellschaft kann die Anteilwertberechnung im Rahmen der gesetzlichen Grenzen

an Dritte auslagern. Der Anteilwert wird für jede Anteilklasse eines Teilfonds in der Referenzwährung der Anteilklasse des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt. Er wird unter Berücksichtigung der nachfolgend aufgeführten Bewertungsregeln an jedem Bewertungstag wie folgt ermittelt:

Zunächst wird das Netto-Teilfondsvermögen als Summe der Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten eines Teilfonds am Bewertungstag ermittelt. Sofern für einen Teilfonds nur eine Anteilklasse existiert, wird dieses Netto-Teilfondsvermögen sodann durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile des Teilfonds dividiert. Sofern für einen Teilfonds mehrere Anteilklassen begeben sind, wird der jeweils prozentual auf eine Anteilklasse entfallende Teil des Netto-Teilfondsvermögens durch die Zahl der in der jeweiligen Anteilklasse im Umlauf befindlichen Anteile dividiert. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwerts wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilinhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

3. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten vornehmlich:

- a) Wertpapiere und sonstige Anlagen des Gesellschaftsvermögens
- b) Flüssige Mittel einschließlich angefallener Zinsen
- c) Forderungen aus Dividenden und sonstigen Ausschüttungen
- d) Fällige Zinsforderungen sowie sonstige Zinsen auf Wertpapiere im Eigentum der Gesellschaft, soweit sie nicht im Marktwert dieser Wertpapiere enthalten sind

e) Gründungs- und Niederlassungskosten, soweit diese noch nicht abgeschrieben sind

f) Sonstige Aktiva einschließlich Vorschusszahlungen.

4. Die Passiva der Gesellschaft enthalten insbesondere:

- a) Anleihen und fällige Verbindlichkeiten mit Ausnahme von Verbindlichkeiten gegenüber Tochtergesellschaften
- b) Sämtliche Verbindlichkeiten aus der laufenden Verwaltung des Gesellschaftsvermögens
- c) Sämtliche sonstigen fälligen und nicht fälligen Verbindlichkeiten einschließlich angekündigter aber noch nicht erfolgter Ausschüttungen auf Anteile der Gesellschaft

d) Rückstellungen für zukünftige Steuern sowie sonstige Rücklagen, soweit sie vom Verwaltungsrat beschlossen oder gebilligt wurden

e) Alle sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Herkunft, mit Ausnahme der Eigenmittel.

5. Gesellschaftsanteile, deren Rücknahme beantragt wurde, sind als im Umlauf befindliche Anteile bis zum Bewertungstag der Rücknahme zu behandeln; der Rücknahmepreis gilt bis zur effektiven Zahlung als Verbindlichkeit der Gesellschaft.

6. Auszugebende Gesellschaftsanteile gelten als bereits ausgegebene Anteile ab dem für den Ausgabepreis maßgeblichen Bewertungstag. Der noch nicht gezahlte Ausgabepreis gilt bis zur Zahlung als Forderung der Gesellschaft.

7. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

b) Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen organisierten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Gesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

d) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

e) Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Gesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

f) Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

g) Die Preisfestlegung der Derivate, die der Fonds einsetzt, wird in üblicher vom Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Weise erfolgen und unterliegt einer systematischen Überprüfung. Die für die Preisfestlegung der Derivate bestimmten Kriterien bleiben dabei jeweils über die Laufzeit der einzelnen Derivate beständig.

h) Credit Default Swaps werden unter Bezug auf standardisierte Marktkonventionen mit dem aktuellen Wert ihrer zukünftigen Kapitalflüsse bewertet, wobei die Kapitalflüsse um das Ausfallrisiko bereinigt werden. Zinsswaps erhalten eine

Bewertung nach ihrem Marktwert, der unter Bezug auf die jeweilige Zinskurve festgelegt wird. Sonstige Swaps werden mit dem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäß den von der Verwaltungsgesellschaft aufgestellten und von dem Wirtschaftsprüfer des Fonds anerkannten Verfahren festgelegt wird.

i) Die in dem Fonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und verfügbaren Rücknahmepreis bewertet.

8. Es wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.

9. Die Gesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstags bestimmen, an dem sie die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsanträge.

10. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

a) Das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds wird in den Büchern der Gesellschaft dem betreffenden Teilfonds zugeordnet und der entsprechende Betrag wird den prozentualen Anteil dieser Anteilklasse am Nettovermögen des Teilfonds entsprechend erhöhen. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben. Sofern solche Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Einkünfte oder Aufwendungen nach den Bestimmungen des Verkaufsprospekts nur einzelnen Anteilklassen zustehen, erhöhen bzw. vermindern sie den prozentualen Anteil dieser Anteilklassen am Netto-Teilfondsvermögen;

b) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds bzw. derselben Anteilklasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds bzw. der entsprechenden Anteilklasse zugeordnet;

c) Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds bzw. einer bestimmten Anteilklasse oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswerts eines bestimmten Teilfonds bzw. einer bestimmten Anteilklasse steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds bzw. der entsprechenden Anteilklasse zugeordnet;

d) Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt, wobei die Gesellschaft als Ganzes Dritten gegenüber nicht für Verbindlichkeiten einzelner Teilfonds haftet;

e) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der Anteile in der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse am Netto-Teilfondsvermögen, während sich der prozentuale Anteil der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen am jeweiligen Netto-Teilfondsvermögen erhöht. Im Ergebnis führt die Reduktion des Netto-Teilfondsvermögens und die entsprechende Erhöhung des prozentualen Anteils am Netto-Teilfondsvermögen für die nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen dazu, dass der Anteilwert der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen durch die Ausschüttung nicht beeinträchtigt wird.

11. Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemeinen anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwerts, welche vom Verwaltungsrat getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilinhaber bindend.

Art. 13. Einstellung der Ausgabe bzw. Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen sowie der Berechnung des Anteilwerts.

1. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausgabe bzw. Rücknahme und den Umtausch von Anteilen sowie die Berechnung des Anteilwerts des jeweiligen Teilfonds bzw. einer oder mehrerer Anteilklassen zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, wo ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des jeweiligen Teilfonds gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn der jeweilige Teilfonds über Vermögensanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

c) wenn aufgrund des beschränkten Anlagehorizonts eines Teilfonds die Verfügbarkeit erwerbbarer Vermögensgegenstände am Markt oder die Veräußerungsmöglichkeit von Vermögensgegenständen des Teilfonds eingeschränkt ist.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Die Einstellung der Ausgabe bzw. Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen sowie der Berechnung des Anteilwerts eines Teilfonds hat keine Auswirkung auf einen anderen Teilfonds.

Art. 14. Rücknahme von Anteilen.

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäß Artikel 12 und wird zum Anteilwert gemäß Artikel 12 dieser Satzung ausgeführt.

2. Die Gesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft ohne Verzögerung verkauft wurden.

3. Die Gesellschaft oder eine von der Gesellschaft benannte Stelle ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Gesellschaft oder eine von der Gesellschaft benannte Stelle nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

4. Sofern aus irgendeinem Grund der Wert des Nettovermögens eines Teilfonds unter einen Betrag fällt, welchen der Verwaltungsrat als Mindestbetrag für diesen Teilfonds festgelegt hat, ab welchem dieser Teilfonds wirtschaftlich effizient verwaltet werden kann oder sofern sich die politische oder wirtschaftliche Situation wesentlich ändert oder im Zuge einer wirtschaftlichen Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Anteile des entsprechenden Teilfonds zu ihrem Nettoinventarwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungspreise und Realisierungskosten der Vermögensanlagen) wie er an dem Bewertungstag, an dem diese Entscheidung wirksam wird, berechnet wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird den Inhabern von Anteilen des Teilfonds dies mindestens dreißig Tage vor dem Bewertungstag, an welchem die Rücknahme wirksam wird, mitteilen. Die Anteilinhaber werden durch die Gesellschaft im Rahmen der Veröffentlichung einer Mitteilung in Zeitungen, welche vom Verwaltungsrat festgelegt werden, unterrichtet, sofern nicht alle Anteilinhaber und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt sind.

5. Entsprechend Ziffer 4. kann der Verwaltungsrat entscheiden, alle Anteile einer Anteilklasse zu ihrem Netto-Inventarwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungspreise und Realisierungskosten der Vermögensanlagen) wie er an dem Bewertungstag, an dem diese Entscheidung wirksam wird, berechnet wird, zurückzunehmen.

Art. 15. Umtausch von Anteilen. Die Anteilinhaber eines Teilfonds können jederzeit einen Teil oder alle ihre Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds oder in eine andere Anteilklasse desselben Teilfonds umtauschen, soweit dies für den Teilfonds und die jeweiligen Anteilklassen des Teilfonds in den Verkaufsunterlagen vorgesehen ist. Dieser Umtausch erfolgt zum Anteilwert zuzüglich einer Umtauschprovision, deren Höhe in den Verkaufsunterlagen angegeben ist.

Art. 16. Gründung, Schließung und Verschmelzung von Teilfonds bzw. Anteilklassen.

1. Die Gründung von Teilfonds wird vom Verwaltungsrat beschlossen.

2. Unbeschadet der auf den Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse kann der Verwaltungsrat beschließen, das Gesellschaftsvermögen eines Teilfonds aufzulösen und den Anteilinhabern den Netto-Inventarwert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungswerte und Realisierungskosten in Bezug auf die Vermögensanlagen) an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung des Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen des jeweiligen Teilfonds eingestellt. Der Verwaltungsrat wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Gesellschaft oder gegebenenfalls der von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren unter die Anteilinhaber des entsprechenden Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilinhabern eingezogen worden sind, bleiben bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und werden anschließend für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist von 30 Jahren dort angefordert werden.

Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds, vorbehaltlich der Billigung durch die Gesellschafterversammlung der Anteilinhaber dieses anderen Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilinhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Netto-Inventarwert und gemäß dem in Artikel 14 und 15 dieser Satzung beschriebenen Verfahren ohne Kostenbelastung zu verlangen.

3. Unter den Voraussetzungen des Artikels 14.4., kann der Verwaltungsrat entscheiden, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen innerhalb der Gesellschaft bestehenden Teilfonds zu übertragen, oder einen oder mehrere Teilfonds der Gesellschaft mit einem anderen spezialisierten Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen ("OGA") nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder mit einem Teilfonds eines solchen spezialisierten Investmentfonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen. Eine solche Entscheidung wird in derselben Art veröffentlicht, wie dies in Artikel 14.4. vorgesehen ist, um den Anteilinhabern wenigstens während der Dauer eines Monats zu ermöglichen, die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu beantragen. Im Fall der Fusion mit einem offenen Fonds mit Sondervermögenscharakter (fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für diejenigen Anteilinhaber bindend, die zu der Fusion ihre Zustimmung erteilt haben.

4. Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds beziehungsweise Teilfonds. Abweichend zu der Auflösung erhalten die Anleger des Teilfonds Anteile des aufnehmenden Fonds beziehungsweise Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer des Teilfonds kontrolliert.

5. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen für einen Teilfonds eine weitere Anteilkategorie zu begeben.

6. Unbeschadet der auf den Verwaltungsrat gemäß Artikel 14.4 übertragenen Befugnisse kann der Verwaltungsrat in den vom Gesetz genannten Fällen beschließen, eine Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds aufzulösen und diesen Anteilhabern den Netto-Inventarwert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungswerte und Realisierungskosten in Bezug auf die Vermögensanlagen) an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der in einer Anteilklasse an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen einer anderen Anteilklasse desselben Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung die Anteilhaber der zu annullierenden Anteilklasse des Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Netto-Inventarwert und gemäß dem in Artikel 14 und 15 dieser Satzung beschriebenen Verfahren ohne Kostenbelastung zu verlangen.

7. Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds zusammenzulegen. Diese Zusammenlegung führt dazu, dass die Anteilhaber in der auflösenden Anteilklasse Anteile der aufnehmenden Anteilklasse erhalten, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Anteilklassen zum Zeitpunkt der Zusammenlegung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Zusammenlegung wird vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft kontrolliert.

8. Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der in Absatz 2 und 3 genannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Teilfonds vertrieben werden, oder
- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder
- im Rahmen einer Rationalisierung.

Art. 17. Gesellschafterversammlung in einem Teilfonds bzw. einer Anteilklasse.

1. Die Anteilhaber eines Teilfonds oder einer Anteilklasse können zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds bzw. diese Anteilklasse betreffen.

2. Die Bestimmungen in Artikel 4 sind auf solche Gesellschafterversammlungen analog anwendbar.

3. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Anteilhaber können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrats sein kann, vertreten lassen.

4. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung der Anteilhaber eines Teilfonds mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.

5. Jeder Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher die Rechte der Anteilhaber eines Teilfonds im Verhältnis zu den Rechten der Anteilhaber eines anderen Teilfonds oder Anteilhaber einer Anteilklasse im Verhältnis zu den Rechten der Anteilhaber einer anderen Anteilklasse dieses Teilfonds betrifft, unterliegt einem Beschluss der Gesellschafterversammlung der Anteilhaber dieses Teilfonds bzw. dieser Anteilklasse und der Berücksichtigung der Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Art. 18. Verwendung der Erträge.

1. Der Verwaltungsrat bestimmt für jeden Teilfonds, ob eine Ausschüttung oder Thesaurierung erfolgt. Im Falle der Ausschüttung bestimmt der Verwaltungsrat zudem, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung erfolgt. Soweit ausschüttende Anteilklassen gebildet werden, können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kapitalgewinne zur Ausschüttung kommen. Ferner können die nicht realisierten Werterhöhungen sowie Kapitalgewinne aus den Vorjahren und sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen nicht unter die Mindestsumme gemäß Artikel 6 Absatz 2 dieser Satzung sinkt. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können in bar ausgezahlt oder gutschrieben werden. Erträge, die innerhalb der in Artikel 22 festgelegten Fristen nicht abgefordert wurden, verfallen zu Gunsten der entsprechenden Anteilklasse des Teilfonds. Soweit thesaurierende Anteilklassen gebildet werden, erfolgt vorbehaltlich Absatz 2 keine Ausschüttung der Erträge.

2. Der Verwaltungsrat kann Sonder- und Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen für jede Anteilklasse eines Teilfonds beschließen.

Art. 19. Änderungen der Satzung.

1. Die Gesellschafterversammlung kann die Satzung in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen der Satzung werden im Mémorial veröffentlicht.

Art. 20. Veröffentlichungen.

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft und jeder Zahlstelle erfragt werden. Des Weiteren werden die gültigen Preise soweit erforderlich, in den offiziellen Veröffentlichungsorganen der jeweiligen Rechtsordnungen, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zur Verfügung stehen, veröffentlicht.

2. Die Gesellschaft erstellt einen geprüften Jahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

3. Verkaufsprospekt, Satzung und Jahresberichte sind für die Anteilhaber am Sitz der Gesellschaft sowie bei jeder Vertriebs- und Zahlstelle kostenlos erhältlich. Verträge mit der benannten Verwaltungsgesellschaft, etwaigen Anlageberatern, dem Fondsmanager und der Depotbank der Gesellschaft können am Sitz der Gesellschaft eingesehen werden.

Art. 21. Auflösung der Gesellschaft.

1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Gesellschafterversammlung aufgelöst werden.

2. Eine Auflösung der Gesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Gesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung der Gesellschaft führt, werden die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Gesellschaft oder gegebenenfalls der von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 22. Verjährung. Forderungen der Anteilhaber gegen die Gesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 23. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft endet jeweils zum 31. Dezember jeden Jahres, erstmals am 31. Dezember 2009.

Art. 24. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Die Satzung der Gesellschaft unterliegt Luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern und der Gesellschaft. Die Satzung ist beim Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen den Anteilhabern, der Gesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und die Gesellschaft der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anteilhaber handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf die Gesellschaft beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieser Satzung ist maßgeblich. Die Gesellschaft kann im Hinblick auf die Anteile der Gesellschaft, die an Anteilhaber in dem jeweiligen Land verkauft wurden, Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 25. Ergänzende Vorschriften. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze sowie die allgemeinen Vorschriften des Luxemburger Rechts geregelt.

Zeichnung und Zahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet und ausgegeben:

1) Herr Klaus-Michael VOGEL, vorgenannt, hat einen (1) nennwertlosen Anteil gezeichnet, welcher zu einem Preis von HUNDERT EURO (100,- EUR) ausgegeben und in voller Höhe in bar bezahlt wurde.

2) "DWS Investment S.A.", vorbezeichnet, hat dreihundertneun (309) nennwertlose Anteile gezeichnet, welche zu einem Preis von HUNDERT EURO (100,- EUR) je Anteil ausgegeben und in voller Höhe in bar bezahlt wurden.

Demgemäß verfügt die Gesellschaft über einen Betrag von EINUNDREISSIGTAUSEND EURO (31.000,- EUR) der unterzeichnete Notar hält in diesem Zusammenhang ausdrücklich fest, dass ihm über diesen Betrag Nachweise vorgelegt wurden.

Übergangsvorschriften

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.

Hauptversammlung der Anteilinhaber

Die oben genannten Parteien, welche das gesamte gezeichnete Kapital repräsentieren und welche ihre ordnungsgemäße Einberufung bestätigen, halten sogleich eine Außerordentliche Hauptversammlung der Anteilinhaber ab.

Nachdem die ordnungsgemäße Einberufung und Beschlussfähigkeit der Versammlung festgestellt ist, werden durch die Außerordentliche Hauptversammlung der Anteilinhaber die folgenden Beschlüsse jeweils einstimmig gefasst:

Erster Beschluss

Die folgenden Personen werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrates ernannt; die Ernennung erfolgt für den Zeitraum bis zur Jahreshauptversammlung der Anteilinhaber im Jahre 2012:

- Herr Klaus-Michael VOGEL, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied der DWS Investment S.A., geboren zu Heidenheim am 11. November 1949, L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer;
- Herr Ernst W. CONTZEN, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied der Deutsche Bank Luxembourg S.A., geboren zu Köln am 28.11.1948, L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer;
- Frau Dorothee WETZEL, Head of Product Management Mutual Fund Products Germany der DWS Investment GmbH, geboren zu Eschwege am 06.09.1972, D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstraße 178-190;
- Herr Jochen WIESBACH, Geschäftsführer der DWS Investment GmbH, geboren zu Mainz-Mombach am 14. Juli 1968, D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstraße 178-190.

Herr Klaus-Michael VOGEL, vorgeannt, wurde zum ersten Vorsitzenden des Verwaltungsrats ernannt.

Zweiter Beschluss

Als Wirtschaftsprüfer wird für den Zeitraum bis zur Jahreshauptversammlung der Anteilinhaber im Jahre 2010 bestellt: "KPMG Audit", mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, Sektion B Nummer 103.590).

Dritter Beschluss

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich unter der Adresse 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Vierter Beschluss

Die "DWS Investment S.A." eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 25.754 in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, wurde zur Verwaltungsgesellschaft ernannt.

Fünfter Beschluss

Das Rechnungsjahr der Gesellschaft endet jeweils zum 31. Dezember jeden Jahres, erstmals am 31. Dezember 2009. Der erste geprüfte Jahresbericht wird zum 31. Dezember 2009 erstellt. Die erste Gesellschafterversammlung findet am vierten Mittwoch im April im Jahre 2010 statt.

Aufwendungen

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Abgaben aller Art, welche von der Gesellschaft in Verbindung mit ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf etwa sechstausend Euro geschätzt.

Der Unterzeichnete Notar, welcher Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Verlangen der vorstehend Erschienenen diese Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung abgefasst worden ist; auf Verlangen der Erschienenen und im Falle der Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist der englische Text maßgebend.

Die vorstehende Urkunde wurde in Luxemburg am eingangs genannten Datum errichtet.

Die Urkunde wurde dem Vollmachtnehmer der Erschienenen vorgelesen, der dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist. Derselbe Vollmachtnehmer hat die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. MICHAELIS, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 5. März 2009. Relation: EAC/2009/2492. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 10 März 2009.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009035064/239/1100.

(090039735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Thryn Holding N° 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 127.210.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Thryn Holding N° 2 S.à r.l.

Représenté par M. Stéphane HEPINEUZE

Référence de publication: 2009034576/1084/13.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2009, réf. LSO-DC00692. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090038917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2009.

Elliott Business Style S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 80.681.

Extrait de l'A.G. Extraordinaire du 30 janvier 2009 au siège de la société

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Fabio MARCHESI de ses fonctions d'administrateur.

L'assemblée générale accepte à l'unanimité la nomination de Monsieur Luciano GIACALONE né le 22/12/1945 à Tunis (Tunisie) demeurant 174, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg en tant qu'administrateur, pour une période de 6 ans. Le conseil d'administration se compose comme suit:

- Monsieur Christian Giacalone, en tant qu'administrateur
- Monsieur Carmelo Guiselli, en tant qu'administrateur
- Monsieur Luciano Giacalone, en tant qu'administrateur,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009035545/734/19.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2009, réf. LSO-DB04886. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Hypnos Immobilien Gesellschaft 3, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 122.690.

*Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 27.02.2009,
16.00 Uhr, abgehalten am künftigen Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

1. Die Verwaltungsratsmitglieder Pierre SCHILL, Sabrina COLLETTE und Denise VERVAET sind aus Ihren Ämtern abberufen.

2. Die Fiduciaire GLACIS S.à.r.l. (RC B 81.939 Luxembourg) als Aufsichtskommissar wird aus ihrem Amt abberufen.

3. Zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern wurden gewählt:

Willy Werner NURMUKHANOV,

geb. am 28.04.1943 in Basel,

Auberg 8, CH-4002 Basel

Fabrice BECQUER,

geb. am 29.05.1964 in Briey,

23, rue Vauban, L-2663 Luxembourg

Götz SCHÖBEL,

geb. am 14.03.1966 in Bad Frankenhausen,

Klosterstr. 29, D-06567 Bad Frankenhausen

4. Zum Delegierten des Verwaltungsrats wurde ernannt:

Willy Werner NURMUKHANOV

5. Zum neuen Aufsichtskommissar wurde gewählt:

Wolfram Otto VOEGELE,

geb. am 21.07.1946 in Freiburg i.Br.,

11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

6. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Aufsichtskommissars enden am Tage der Generalversammlung, welche über das Geschäftsjahr 2014 befindet.

7. Der Sitz der Gesellschaft wird nach 11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg verlegt.

Luxembourg, den 27.02.2009.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009032577/1215/35.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2009, réf. LSO-DC00993. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090036701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2009.

Eurold Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 115.458.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009035406/1268/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2009, réf. LSO-DC01679. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

FIL (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 29.112.

Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 octobre 2008

L'Assemblée a décidé:

- d'élire cinq (5) Administrateurs, en particulier d'élire les cinq (5) Administrateurs actuels

M. Gareth Adams 130 Tonbridge Road, Hildenborough, Tonbridge, Kent, TN11 9DZ, Grande-Bretagne

M. Claude Hellers 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

M. Charles Hutchinson 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

M. Andrew Steward Millfield Lane, Tadworth, KT20 6RB, Grande Bretagne

M. Marc Wathélet 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

Ces Administrateurs sont élus jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en 2009, à moins qu'un successeur ne soit désigné avant cette date.

- d'élire le Réviseur d'entreprise, en particulier de réélire PricewaterhouseCoopers S.a.r.l. Luxembourg comme réviseur de la société jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en 2009 et jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Claude Hellers

Directeur

Référence de publication: 2009035537/711/23.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2008, réf. LSO-CW04088. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

PS Assisted Living, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.908.950,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 92.328.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales en date du 1^{er} septembre 2008 que PS Germany Investment (Jersey) Limited Partnership, a transféré cent huit mille neuf cent quarante (108.940) parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Sunrise Senior Living International Limited Partnership, une Limited Partnership ayant son siège social 47, Esplanade, St Helier, Jersey JE1 OBD avec effet au 2 janvier 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2009.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009035550/1092/19.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2009, réf. LSO-DC02222. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Aberdeen Global IV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.490.

—
EXTRAIT

Faisant suite à l'assemblée générale extraordinaire du 02 février 2009 sont nommés administrateurs jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2009:

Victoria Brown, résident au 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Bob Hutcheson, résident au 35 Cairn Road, Bieldside, AB15 9AL, Aberdeen, Royaume-Uni.

Gary Bartlett, résident au 1735 Market Street 37th floor, PA 19103, Philadelphie, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et des Associations.

Le 25 février 2009.

Pour Aberdeen Global

Victoria Brown

Gérante

Référence de publication: 2009035548/9626/20.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2009, réf. LSO-DB08772. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

First State Investments Fund Management S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 128.117.

In the year two thousand and nine, on the third day of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

CFSPAI Malta Co Limited, a company incorporated and organised under the laws of Malta, having its registered office at Level 3, Strand Towers, 36 The Strand, Sliema, SLM 1022, Malta, registered with the Companies Registry of Malta under number C 41267, in its capacity of sole shareholder (the Sole Shareholder) of First State Investments Fund Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 128.117, incorporated on 2 May 2007 pursuant to a notarial deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published on 11 July 2007 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1422 (the Company),

here represented by Maren Stadler, Rechtsanwältin, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Sydney on February 23rd, 2009.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the undersigned notary and the proxyholder acting on behalf of the appearing party, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

- I. CFSPAI Malta Co Limited is the Sole Shareholder of the Company;
- II. The two hundred and sixty thousand (260,000) shares of the Company with a par value of one Australian Dollar (AUD 1) each, which represent the entire share capital of the Company are represented;
- III. the agenda of the meeting is to amend article 8.2 of the articles of association of the Company (the Articles); and
- IV. after having carefully considered the above, the Sole Shareholder has taken the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 8.2 of the Articles which shall henceforth read as follows:

"8.2 The annual general meeting of the shareholders of the Company will be held, in accordance with Luxembourg laws, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting."

Estimate of costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le troisième jour du mois de mars.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

CFSPAI Malta Co Limited, une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois de Malte, ayant son siège social au Level 3, Strand Towers, 36 The Strand, Sliema, SLM 1022, Malte, immatriculée au Registre du Commerce de Malte sous le numéro C 41267, en sa capacité d'associé unique (l'Associé Unique) de First State Investments Fund Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.117, constituée le 2 mai 2007 en vertu d'un acte notarié de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, publié le 11 juillet 2007 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1422 (la Société),

représentée ci-après par Maren Stadler, Rechtsanwältin, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée à Sidney le 23 février 2009.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire soussigné et le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante, sera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

- I. CFSPAI Malta Co Limited est l'Associé Unique de la Société;
- II. Les deux cent soixante mille (260.000) parts sociales de la Société d'une valeur comptable de un dollar australien (AUD 1) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées;
- III. l'ordre du jour de l'assemblée le suivant consiste dans la modification de l'article 8.2 des statuts de la Société (les Statuts); et
- IV. après avoir considéré avec attention ce qui précède, l'Associé Unique a adopté la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier l'article 8.2 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

"8.2. L'assemblée générale annuelle des associés de la Société sera tenue, conformément aux lois luxembourgeoises, à Luxembourg à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social tel que cela est spécifié dans la convocation à l'assemblée."

Estimation des frais

Le montant cumulé des frais, avances, honoraires ou dépenses, sous quelque forme que ce soit, qui sera payé par la Société ou qui lui sera refacturé à raison de cet acte, est estimé approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est dressé en anglais, suivi d'une version en langue française. Sur requête desdites parties comparantes et en cas de discordances entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaut.

Dont acte, fait et dressé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête de présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, qui sont tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Stadler et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 mars 2009, LAC/2009/8462. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009035195/5770/88.

(090039563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Vandelys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.268.

- Monsieur Grégory GUISSARD, employé privé, demeurant professionnellement au 7, rue de l'Arquebuse, CH-1204 GENEVE est nommé Administrateur de catégorie A de la société en remplacement de Monsieur Jean-François CORDEMANS, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010. La cooptation de Monsieur Grégory GUISSARD sera ratifiée à la prochaine Assemblée Générale.

- Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur Grégory GUISSARD. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Fait le 28 janvier 2009.

Certifié sincère et conforme

VANDELYS S.A.

D. PASCIUTO / F. DUMONT

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Référence de publication: 2009035539/795/21.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2009, réf. LSO-DC01917. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Aberdeen Global V, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.492.

EXTRAIT

Faisant suite à l'assemblée générale extraordinaire du 02 février 2009 sont nommés administrateurs jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2009:

Victoria Brown, résident au 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Bob Hutcheson, résident au 35 Cairn Road, Bieldside, AB15 9AL, Aberdeen, Royaume-Uni.

Gary Bartlett, résident au 1735 Market Street 37th floor, PA 19103, Philadelphie, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et des Associations.

Le 25 février 2009.

Pour Aberdeen Global

Victoria Brown

Gérante

Référence de publication: 2009035549/9626/20.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2009, réf. LSO-DB08774. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Icopal Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 131.122.

In the year two thousand and nine, on the twentieth of February.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Icopal Holdings Limited, a company incorporated under the law of the Cayman Islands, with registered office at Boundary Hall, Cricket Square, Grand Cayman, KY1-1102, Cayman Islands,

duly represented by Mr. Mathieu Gangloff, private employee, with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Manama, Bahrain on February 19, 2009.

Investcorp Private Equity 2007 Fund, L.P., a company incorporated under the law of the Cayman Islands, with registered office at Boundary Hall, Cricket Square, Grand Cayman, KY1-1102, Cayman Islands,

duly represented by Mr. Mathieu Gangloff, private employee, with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Manama, Bahrain on February 19, 2009.

The said proxies, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing persons, acting in their capacity as shareholders of Icopal Equity S.à r.l., a limited liability company, having its registered office at Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 131.122) (the "Company"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary on 20 July 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2222 dated 06 October 2007, have required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The shareholders resolve to amend article 7 of the articles of incorporation so as to read as follows:

" Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders, which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The Managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

7.3 The single shareholder or the shareholders may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers"

Second resolution

The shareholders resolve to amend article 8.2 of the articles of incorporation so as to read as follows:

"8.2 Special and limited powers may be delegated for specific matters to one more agents by the sole manager or, in case of plurality of managers, by the board of managers."

Third resolution

The shareholders resolve to amend article 9.5 of the articles of incorporation so as to read as follows:

"9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes cast provided that, if the single shareholder or the shareholders have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one (1) Class A manager and one (1) Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting"

Fourth resolution

The shareholders resolve to amend article 10 of the articles of incorporation so as to read as follows:

" 10. Representation.

10.1 Subject to article 10.3, the Company is bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager.

10.2 The Company is also bound towards third parties by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles.

10.3 If the single shareholder or the shareholders have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A manager and one Class B manager."

Fifth resolution

The shareholders resolve to correct all the spelling mistakes included in the English version of the Articles of Incorporation as amended of the Company.

Sixth resolution

The shareholders resolve to appoint Grahame Ivey, born on 15 June 1958 in London, United Kingdom, and with professional address at 48 Grosvenor Street, W1Y 6DH London, United Kingdom, as manager of the Company with immediate effect and for an indefinite period of time.

Seventh resolution

The shareholders resolve to appoint Craig Sinfield-Hain, born on November 4, 1972 in Illinois, USA, and with professional address at Investcorp House, Building 499, Road 1706, Block 317, Diplomatic Area, Manama, Kingdom of Bahrain, as manager of the Company with immediate effect and for an indefinite period of time.

Eighth resolution

As a consequence of the above-mentioned resolutions, the shareholders resolve to divide the managers into class A and class B as follows:

Class A Managers:

- Mr Grahame Ivey, prenamed
- Mr Craig Sinfield-Hain, prenamed

Class B Managers:

- Mr Hermanus R.W. Troskie, lawyer, born on May 24, 1970 in Amsterdam, the Netherlands, with professional address at L-2134 Luxembourg, 56 rue Charles Martel;
- Mr John B. Mills, director, born on February 28, 1969 in Cape Town, South Africa, with professional address at L-2134 Luxembourg, 58 rue Charles Martel.

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation

L'an deux mille neuf, le vingt février.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Icopal Holdings Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Boundary Hall, Cricket Square, Grand Cayman, KY1-1102, Iles Caïmans,

dûment représentée par Monsieur Mathieu Gangloff, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Manama, Bahrain le 19 février 2009.

Investcorp Private Equity 2007 Fund, L.P., une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Boundary Hall, Cricket Square, Grand Cayman, KY1-1102, Iles Caïmans,

dûment représentée par Monsieur Mathieu Gangloff, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Manama, Bahrain le 19 février 2009.

Les procurations signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant en qualité d'associés de Icopal Equity S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 131.122) (la "Société"), constituée sous la loi du Grand-duché de Luxembourg suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2222 en date du 6 octobre 2007, ont requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident de modifier l'article 7 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

" Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une résolution des associés.

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Catégorie A et un ou plusieurs gérants de Catégorie B. "

Deuxième résolution:

Les associés décident de modifier l'article 9.5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

"8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance."

Troisième résolution:

Les associés décident de modifier l'article 9.5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

"9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Catégorie A et un ou plusieurs gérants de Catégorie B, au moins un (1) gérant de Catégorie A et un (1) gérant de Catégorie B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion."

Quatrième résolution

Les associés décident de modifier l'article 10 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

" 10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.3, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant.

10.2 La Société est également engagée par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des Statuts.

10.3 Si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Catégorie A et un ou plusieurs gérants de Catégorie B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'un gérant de Catégorie A et d'un gérant de Catégorie B."

Cinquième résolution

Les associés décident de corriger toutes les fautes d'orthographe contenues dans la version anglaise des statuts coordonnés de la Société.

Sixième résolution

Les associés décident de nommer Grahame Ivey, né le 15 juin 1958 à Londres, Royaume-Uni, et ayant son adresse professionnelle à 48 Grosvenor Street, W1Y 6DH London, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Septième résolution

Les associés décident de nommer Craig Sinfield-Hain, né le 4 novembre 1972 en Illinois, USA, et ayant son adresse professionnelle à Investcorp House, Building 499, Road 1706, Block 317, Diplomatic Area, Manama, Kingdom of Bahrain, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Huitième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, les associés décident de diviser les gérants en classe A et classe B comme suit:

Gérants de classe A:

- Monsieur Grahame Ivey, prénommé
- Monsieur Craig Sinfield-Hain, prénommé

Gérants de classe B:

- Monsieur Hermanus R.W. Troskie, avocat, né le 24 mai 1970 à Amsterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 56 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg;
- Monsieur John B. Mills, directeur, né le 28 février 1969 à Cape Town, Afrique du Sud, avec adresse professionnelle au 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. GANGLOFF et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 février 2009. Relation: LAC/2009/7195. Reçu soixante-quinze euros (75 €)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 2 mars 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009036711/242/175.

(090041889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2009.

Dog International S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 111.751.

Suite au transfert de siège de la société DOG INTERNATIONAL S.à r.l. avec prise d'effet au 28 janvier 2008, il est porté à la connaissance de tous que l'adresse professionnelle de Madame Nathalie Mager et de Monsieur Pier Luigi Tomassi, agissant en tant que gérant, a été modifiée et se situe à compter de cette date au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Le Conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- Madame Helena Tonini-Di Vito, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, gérant,
- Madame Nathalie Mager, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, gérant,
- Monsieur Pier Luigi Tomassi, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, gérant.

Luxembourg, le 5 mars 2009.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009035559/5387/24.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2009, réf. LSO-DC01877. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Société Immobilière du Fort Thüngen s.à.r.l., S.I.F.T., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 17.756.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2008

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société qui s'est tenue au siège social en date du 7 mai 2008 que:

1) L'Assemblée nomme administrateur et président du conseil d'administration de la société la personne suivante:

- Monsieur Germain SCHULLER, Ingénieur diplômé, demeurant à L-7344 Steinsel, 6, rue des Aubépines;

2) L'Assemblée désigne commissaire aux comptes de la société la personne suivante:

- Madame Gaby WEILER, Maître en Sciences économiques, demeurant à L-4330 Esch-sur-Alzette, 8, avenue des Terres Rouges.

Les mandats de l'administrateur et du commissaire aux comptes nouvellement nommés expireront à la date de l'assemblée générale qui aura lieu en 2014.

Luxembourg, le 27 février 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2009035560/3788/21.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2009, réf. LSO-DC02466. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Villar Horesca Marketing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 44, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 96.398.

L'an deux mille neuf.

Le dix-sept février.

Par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU

1.- Monsieur Jorge VILLAR VARGAS, gestionnaire d'entreprises, né à Apurimac (Pérou), le 11 janvier 1964, demeurant à L-5366 Munsbach, 161, rue Principale;

2.- Monsieur Stéphane Manuel SOUSA MENDES, électromécanicien frigoriste, né à St. Cloud (France), le 19 septembre 1972, demeurant à L-4103 Esch/Alzette, 11A, rue de l'Ecole.

Lesquels comparants déclarent être, suite à un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 02 août 2007, dont un extrait a été publié au Mémorial C numéro 2137 du 28 septembre 2007, les seuls associés de la société à responsabilité limitée VILLAR HORESCA MARKETING S. à r.l., avec siège social à L-2560 Luxembourg, 44, rue de Strasbourg,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 96.398,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 14 octobre 2003, publié au Mémorial C 1176 du 10 novembre 2003,

dont les statuts ont été modifiés aux termes d'actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 10 mai 2007, publié au Mémorial C numéro 1353 du 04 juillet 2007 et

- en date du 07 juillet 2008, publié au Mémorial C numéro 1957 du 11 août 2008.

dont le capital social de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124,-) chacune est réparti comme suit:

1) Monsieur Jorge VILLAR VARGAS, prénommé, CINQUANTE PARTS SOCIALES 50

2) Monsieur Stéphane Manuel SOUSA MENDES, prénommé, CINQUANTE PARTS SOCIALES 50

TOTAL: CENT PARTS SOCIALES 100

Lesquels comparants prient le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

Monsieur Stéphane Manuel SOUSA MENDES prénommé, déclare céder ses CINQUANTE (50) parts sociales à Monsieur Jorge VILLAR VARGAS, prénommé, ici présent, ce acceptant, au prix de leur valeur nominale, ce dont quittance.

Monsieur Stéphane Manuel SOUSA MENDES, prénommé, gérant technique de la société et Monsieur Jorge VILLAR VARGAS, prénommé, gérant administratif de la société déclarent accepter cette cession de parts au nom de la société, de sorte qu'une notification à la société, conformément à l'article 1690 du Code Civil n'est plus nécessaire.

Suite à la cession de parts qui précède les parts sociales sont détenues comme suit:

Monsieur Jorge VILLAR VARGAS, prénommé, CENT PARTS SOCIALES	100
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Ensuite l'associé unique se considérant comme réuni en assemblée générale extraordinaire prie le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

1. La démission de Monsieur Stéphane Manuel SOUSA MENDES, prénommé, en tant que gérant technique de la société est acceptée.

Décharge pleine et entière lui est accordée pour l'exercice de son mandat.

2. Monsieur Jorge VILLAR VARGAS, prénommé, exerçant actuellement la qualité de gérant administratif, est nommé pour le futur gérant de la société:

3. La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

4. L'objet social de la société est élargi de sorte que l'article deux (2) des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un commerce d'alimentation, l'achat et la vente d'articles comestibles et notamment de boissons et spiritueux, ainsi que du matériel destiné à l'HORESCA, l'importation, l'exportation, l'installation, l'entretien, et le service après-vente de ces mêmes produits.

La société a encore pour objet la participation dans des affaires similaires déjà existantes ou à créer et généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou pouvant en faciliter l'extension et le développement.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. Villar Vargas, Sousa Mendes Stéphane Manuel, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 février 2009. Relation: EAC/2009/1953. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): N. Boiça.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 09 mars 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009035641/219/63.

(090040499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2009.

Gordon Luxco 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 142.889.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 24 février 2009 que KPMG Audit, une société à responsabilité limitée ayant son siège au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B103.590 a été nommée réviseur d'entreprises de la Société et ce pour une période de 6 ans à dater du 24 février 2009.

Luxembourg, le 24 février 2009.

Séverine Canova

Gérante

Référence de publication: 2009035568/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2009, réf. LSO-DC00858. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Dutch Debt Recoveries S. à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 138.187.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 20 février 2009

Je soussigné, Gregor Klaedtke, gérant de la société, certifie que l'associé unique de la société, CVI GVF (Lux) Master S. à r. l., une société dont le siège social est à Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528, représenté par son directeur, a adopté les résolutions suivantes:

1. Révoquer Monsieur Hille-Paul Schut dont l'adresse professionnelle est 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant de la société;

2. Désigner Monsieur Patrick Lsurger, dont l'adresse professionnelle est 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant que gérant de la société, avec effet immédiat et pour une période indéterminé;

3. Désigner Monsieur Mirko Fischer, dont l'adresse professionnelle est 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant que gérant de la société, avec effet immédiat et pour une période indéterminé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2009.

CVI GVF (Lux) Master S.à r.l.

Gregor Klaedtke

Gérant

Référence de publication: 2009035589/9416/25.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2009, réf. LSO-DC01147. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Fenix Cartera S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 125.446.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 20 février 2009

Je soussigné, Gregor Klaedtke, gérant de la société, certifie que l'associé unique de la société, CVI GVF (Lux) Master S. à r. l., une société dont le siège social est à Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528, représenté par son directeur, a adopté les résolutions suivantes:

1. Révoquer Monsieur Hille-Paul Schut dont l'adresse professionnelle est 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant de la société;

2. Désigner Monsieur Patrick Lsurger, dont l'adresse professionnelle est 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant que gérant de la société, avec effet immédiat et pour une période indéterminée;

3. Désigner Monsieur Mirko Fischer, dont l'adresse professionnelle est 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant que gérant de la société, avec effet immédiat et pour une période indéterminé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2009.

CVI GVF (Lux) Master S.à r.l.

Gregor Klaedtke

Gérant

Référence de publication: 2009035590/9416/25.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2009, réf. LSO-DC01159. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Bayou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 87.606.

Extrait des minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue le march 4, 2009

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de BAYOU SA ("la société"), il a été décidé comme suit:

1. De renouveler le mandat de Luxembourg Corporation Company SA ayant son adresse à 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de la société, avec effet rétroactif au 10 mai 2007, son mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2012;

2. De renouveler le mandat de TCG Gestion SA, ayant son adresse a 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de la société, avec effet rétroactif au 10 mai 2007, son mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2012;

3. De renouveler le mandat de CMS Management Services SA, ayant son adresse a 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de la société, avec effet rétroactif au 10 mai 2007, son mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2012;

4. De renouveler le mandat de C.A.S. Services SA, ayant son adresse a 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que Commissaire aux comptes, avec effet rétroactif au 10 mai 2007, son mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2012;

Luxembourg, le March 4, 2009.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signature

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2009035567/710/27.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02568. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Nova Deuxième S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 116.877.

Mr Pierre Thielen, administrateur et président de la société Nova Deuxième S.A. a changé d'adresse. Sa nouvelle adresse est: 5-11, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Nova Deuxième S.A.

Pierre Thielen

Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2009035564/7663/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02826. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

AMP Capital Investors (Luxembourg No. 3) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 137.831.

EXTRAIT

En date du 20 février 2009, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Vistra (Luxembourg) S. à r.l. en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat.
- M. Bart Zech, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 20 février 2009.

Pour extrait conforme

Bart Zech

Référence de publication: 2009035558/724/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2009, réf. LSO-DC01615. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 134.995.

Im Jahre zwei tausend und neun.

Den neunzehnten Februar um 08.25 Uhr.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

IST ERSCIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Partners Group Management I S.à r.l., mit Sitz in L-2163 Luxemburg, 55, avenue Monterey, H.G.R. Luxemburg Nummer B134852,

hier ordnungsgemäss vertreten durch Herrn Alain THILL, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 18. Februar 2009.

Welche Vollmacht, vom Mandanten und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterschrieben, bleibt einer Urkunde des amtierenden Notars vom heutigen Tage beigegeben um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Die Komparentin handelnd in ihrer Eigenschaft als Manager der Kommanditaktiengesellschaft PARTNERS GROUP SECONDARY 2008 S.C.A., SICAR, mit Sitz in L-2163 Luxemburg, 40, avenue Monterey, gemäss eines Beschlusses vom 10. März 2008 bezüglich einer Erhöhung des Gesellschaftskapitals der PARTNERS GROUP SECONDARY 2008 S.C.A., SICAR.

Die Komparentin, handelnd wie vorerwähnt, hat den amtierenden Notar ersucht folgende Feststellungen zu beurkunden:

I.- Die Gesellschaft PARTNERS GROUP SECONDARY 2008 S.C.A., SICAR (hiernach "Gesellschaft"), mit Sitz in L-2163 Luxemburg, 40, avenue Monterey, H.G.R. Luxemburg Nummer B134995, wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 12. Dezember 2007, veröffentlicht im Memorial C Nummer 200 vom 25. Januar 2008, und deren Satzung abgeändert wurde durch Urkunde des unterzeichneten Notars vom heutigen Tage, noch nicht formalisiert.

II.- Die Gesellschaft hat ein Aktienkapital von drei und sechzig tausend sechs hundert und fünfzig Euro fünf und achtzig Cents (63.650,85 EUR), eingeteilt in sechzig tausend sieben hundert und sieben Komma sechs null (60.707,60) Manager-Aktien und zwei tausend neun hundert drei und vierzig Komma zwei fünf (2.943,25) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie

III.- Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Aktienkapital von zehn Millionen Euro (10.000.000,- EUR) und ist aufgeteilt in:

- fünf Millionen (5.000.000) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie; und
- fünf Millionen (5.000.000) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie.

IV.- Artikel 5 der Satzung, welcher die Voraussetzungen für ein genehmigtes Kapital schafft, beinhaltet folgende sachdienliche Angaben:

Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betraglichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapitals Aktien wie folgt auszugeben:

- jede Vorzugsaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt ein tausend Euro (1.000,- EUR) ausgegeben (d.h. Nominalwert von 1,- EUR zuzüglich Emissionsagio von 999,- EUR); und
- jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von einem Euro (1,- EUR) zuzüglich Emissionsagio von null (0) bis einem (1,-) Euro ausgegeben.

Die Gesamtsumme der von einem Gesellschaftsinvestor an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Kapitals bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzungen Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzungen gefasst wurde, verlängert werden.

Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Investoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

V.- Gemäss eines am 26 Juni 2008 genommenen Beschlusses hat der Manager entschieden, im Rahmen des genehmigten Kapitals, das Gesellschaftskapital um neun und zwanzig tausend sieben hundert fünf und vierzig Euro und achtzig Cents (29.745,80 EUR) zu erhöhen, um es von seinem jetzigen Betrag von drei und sechzig tausend fünf hundert fünfzig Euro und fünf und achtzig Cents (63.650,85 EUR) auf drei und neunzig tausend drei hundert sechs und neunzig Euro und fünf und sechzig Cents (93.396,65 EUR) zu bringen durch die Ausgabe von:

- zwei tausend sechs hundert neun und sieben Komma vier neun (2.679,49) neuen Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR), ausgegeben mit einem gesamten Emissionsagio von zwei Millionen sechs hundert sechs und sieben Komma acht hundert und zehn Euro und fünfzig Cents (2.676.810,51 EUR) welcher gänzlich der Spezial Reserve der Gesellschaft zugeteilt wird;
- sieben und zwanzig tausend sechs und sechzig Komma ein und dreissig (27.066,31) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR), ausgegeben ohne Emissionsagio.

VI.- Die Zeichnung und die Einzahlung der neuen Aktien ergeben sich aus den Zeichnungs- und Einzahlungsbelegen übermittelt durch die Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, und der Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar erbracht, dass die Gesellschaft von den Zeichnern im Verhältnis ihrer Zeichnung, den Betrag von neun und zwanzig tausend sieben hundert und fünf und vierzig Euro und achtzig Cents (29.745,80 EUR) erhalten hat, so wie den Betrag von

zwei millionen sechshundert sechs und siebenzig tausend acht hundertzehn Euro und ein und fünfzig Cents (2.676.810,51 EUR) als Emissionsagio.

Die genannten Zeichnungs- und Einzahlungsbelege wurden dem unterzeichneten Notar vorgelegt, was hiermit ausdrücklich von ihm festgestellt wird.

VII.- Dass aufgrund der oben genannten Beschlüsse und Entscheidungen, der Manager beschliesst Paragraph (b) von Artikel 5 der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" Art. 5. Aktienkapital. (Paragraph b).

(b) Die Gesellschaft hat ein Aktienkapital von drei und neunzig tausend drei hundert sechs und neunzig Euro fünf und sechzig Cents (93.396,65 EUR), eingeteilt in sieben und achtzig tausend sieben hundert und drei und siebenzig Komma neun eins (87.773,91) Manager-Aktien und fünf tausend sechs hundert zwei und zwanzig Komma sieben vier (5.622,74) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie."

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr zwei tausend sieben hundert fünfzig Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, errichtet wurde in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: THILL - SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 2 mars 2009. Relation GRE/2009/818. Reçu Soixante-quinze euros 75,- €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 9 mars 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009035758/231/90.

(090040525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2009.

Bayou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 87.606.

Conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, la Société informe par la présente de la nomination de la personne suivante en tant que représentant permanent de son administrateur:

Mr Doeke van der Molen, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommé en date du 18 novembre 2008 en tant que représentant permanent de CMS Management Services S.A., avec effet immédiat.

Mr Doeke van der Molen, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommé en date du 18 novembre 2008 en tant que représentant permanent de Luxembourg Corporation Company S.A., avec effet immédiat.

Mr Fabrice Geimer, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommé en date du 18 novembre 2008 en tant que représentant permanent de TCG Gestion S.A., avec effet immédiat.

Luxembourg, le 10 février 2009.

Luxembourg Corporation Company SA

Administrateur délégué

Doeke van der Molen

Représentant Permanent

Référence de publication: 2009035566/710/24.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02566. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Centerra Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 102.900,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 116.497.

—
EXTRAIT

Il résulte des lettres de notification signées en date du 5 décembre 2007 que les parts sociales de la société de EUR 25,- chacune, seront désormais réparties comme suit:

Désignation de l'associé	Nombre de parts
AGR Limited, Romasco Place, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, VG1110 British Virgin Islands	4.116
TOTAL	<u>4.116</u>

Luxembourg, le 3 mars 2009.

Frank Walenta

Gérant

Référence de publication: 2009035554/724/21.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02816. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Torcon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 122.094.

—
EXTRAIT

Il résulte des délibérations du Conseil de Gérance en date du 3 mars 2009 que, que base du contrat d'achat de parts sociales signé en date du 18 février 2009, le Conseil de Gérance a accepté à l'unanimité que les parts sociales de la société de EUR 25,- chacune, seront désormais réparties comme suit:

Désignation de l'associé	Nombre de parts sociales
Duferco Industrial Investment S.A., 12 rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg	500
TOTAL	<u>500</u>

Luxembourg, le 3 mars 2009.

Bart Zech / Frank Walenta

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2009035555/724/21.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02819. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Holmes Place 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.029.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 97.486.

—
Avis de cession de parts sociales

Suite à un acte de cession sous seing privé du 21 février 2009, les 41.180 (quarante et un mille cent quatre-vingts) parts sociales d'une valeur nominale de Euro 25,- de Holmes Place 1 S.à r.l. ont toutes été cédées à la société EXENTIAL CORPORATION, une société des BVI enregistrée sous le numéro 1514893, avec siège social à Patton, Moreno and Asvat (BVI) Ltd, Palm Chambers, 197 Main Street, PO Box 3174, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

Fait à Luxembourg, le 21 février 2009.

Certifié sincère et conforme
POUR HOLMES PLACE 1 S.à. r.l.
SGG
Signature

Référence de publication: 2009035538/795/20.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2009, réf. LSO-DC01927. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Wing SAH, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 32.933.

—
EXTRAIT

La société CCF S.A., (anciennement Eliolux S.A.) a démissionné de son poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat le 4 février 2009.

Luxembourg, le 4 février 2009.
Pour extrait conforme
Pour la société
CCF S.A.
Signature

Référence de publication: 2009035562/1801/17.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02788. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

EATG Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 103.338,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 139.092.

Il résulte des résolutions circulaires des associés de la Société en date du 15 décembre 2008 que les associés ont accepté la démission de M. Terry Williamson, ayant son adresse au 1, The Ridings, GB - RH10 7XL Crawley en tant que gérant de la Société avec effet au 3 septembre 2008.

Luxembourg, le 6 mars 2009
Xavier Borremans
Gérant

Référence de publication: 2009035565/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02618. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

A.V.V. Amour du Vin et de la Vigne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 95, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 145.153.

—
STATUTS

L'an deux mille neuf, le vingt-trois février.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

- 1) Monsieur Jacques DAVAL, demeurant à 8, rue du rang Dauchinaud à F-88220 RAON AUX BOIS (France);
- 2) Monsieur Jonathan BRAAS, demeurant à 29, rue de Dieuze F-54000 NANCY (France);
- 3) Madame Patricia MONCEY, demeurant à 8, rue du rang Dauchinaud à F-88220 RAON AUX BOIS (France).

Tous les 3 (trois) ici représentés par Maître Frédéric NOEL, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé, lesquelles, paraphées "ne varietur", resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme (la "Société").

Titre I^{er} - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi de 1915")) et par les présents statuts (les "Statuts").

1.2 La Société adopte la dénomination "A.V.V. Amour du Vin et de la Vigne S.A.".

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers toute autre commune à l'intérieur du Grand Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

3. Objet.

3.1. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, l'émission des obligations enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.2. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

3.3. La société aura également pour objet l'achat, la vente, l'importation et l'exportation, la distribution, le négoce sans manipulation, de vins, champagnes et autres spiritueux et accessoires, l'achat et la vente de produits alimentaires d'origine artisanal, ainsi que l'achat et la vente, l'importation et l'exportation, le négoce de boissons non alcoolisées, produits fins et autres matériels ayant un rapport avec le commerce du vin.

4. **Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Capital

5. **Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille Euros), divisé en 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune.

6. Nature des actions.

6.1. Les actions sont, en principe, nominatives ou au porteur à la demande des actionnaires et dans le respect des conditions légales.

6.2. L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée en indiquant le nombre et les numéros d'actions dont la cession est demandée, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

6.3. Dans les 8 (huit) jours de la réception de cette lettre, le conseil d'administration transmet la demande aux autres actionnaires par lettre recommandée.

6.4. Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour le rachat des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun des actionnaires. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas les actions ne sont fractionnées; si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort et sous la responsabilité du conseil d'administration.

6.5. L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée endéans les 15 (quinze) jours de la réception de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires suivant les dispositions de la phrase trois du paragraphe cinq de cet article, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de 15 (quinze) jours indiqué dans la première phrase de ce paragraphe.

6.6. Les actionnaires exerçant leur droit de préemption pourront acquérir les actions à un prix de rachat qui est fixé chaque année par l'assemblée générale après adoption du bilan; ce point doit être porté à l'ordre du jour. En aucun cas le prix de rachat ne pourra être inférieur au plus bas de la valeur nominale de l'action ou l'actif net par action. Le prix ainsi fixé est valable jusqu'à l'assemblée générale suivante et ne peut être modifié entretemps que par décision de l'assemblée générale prise aux conditions de présence et de majorité requises pour les modifications des statuts.

6.7. Le droit de préemption pourra porter sur tout ou partie seulement des actions faisant l'objet de la demande de cession.

6.8. Le prix est payable au plus tard dans l'année à compter de la demande de cession. Le dividende de l'exercice en cours et les bénéfices antérieurs sont répartis prorata temporis entre le cédant et le cessionnaire à compter de la même date.

7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. Modification du capital.

8.1. Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

8.2. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Titre III - Administrateurs, Conseil d'administration, Réviseurs d'entreprises

9. Conseil d'administration.

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un "Administrateur"), actionnaires ou non.

9.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration consistant soit en un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire ou par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

9.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

10. Réunions du conseil d'administration.

10.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le "Président"). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

10.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

10.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous

les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

10.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

10.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

10.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

11. Pouvoirs généraux du conseil d'administration. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13. Représentation de la société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

14. Commissaire aux comptes.

14.1. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale.

14.2. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Titre V - Assemblée générale des actionnaires

15. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

15.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.2 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.3 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

15.4 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

15.5 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.6 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.7 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

15.8 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

16. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le premier vendredi du mois de mai, à 16.00 heures, et pour la première fois en 2009.

17. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

18. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre VI - Année sociale, Répartition des bénéfices

19. Année sociale.

19.1 L'année sociale commence le premier janvier et fini le trente et un décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et qui se termine au 31 décembre 2008.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

20. Répartition des bénéfices.

20.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VII - Dissolution, Liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

21.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VIII - Loi applicable

22. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les 310 (trois cent dix) actions ont été souscrites comme suit:

Monsieur Jacques DAVAL	124 actions
Monsieur Jonathan BRAAS	109 actions
Madame Patricia MONCEY	<u>77 actions</u>
TOTAL	310 actions

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 25% (vingt-cinq pour cent) par des versements en numéraire de sorte que la somme de EUR 7.750,- (sept mille sept cent cinquante Euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à mille huit cents Euros.

Première assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée à L-3313 BERGEM 95, Grand-Rue.

2. Est appelé aux fonctions d'Administrateurs pour une période expirant lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2014:

- Monsieur Jonathan BRAAS, né le 21 octobre 1982, demeurant à F-54000 NANCY, 29, rue de Dieuze, Président du Conseil d'administration;

- Madame Patricia MONCEY, née le 29 mai 1962, demeurant à F-88220 RAON AUX BOIS, 8, rue du rang Dauchinaud, Administrateur;

- Monsieur Eric TORZONI, né le 19 août 1966, demeurant à F-57710 BURE, 12, rue des Mésanges, Administrateur et administrateur Délégué.

Monsieur Eric TORZONI, a été nommé administrateur délégué, lequel peut engager valablement la société par sa seule signature pour toutes les opérations et activités toutefois avec une limite de EUR 10.000 (dix mille euros); au-delà, la signature conjointe de 2 (deux) administrateurs est requise conformément à l'article des 13 statuts

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire pour la même période:

La société BENOY - KARTHEISER MANAGEMENT S.à R.L., établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 45 route d'Arlon.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant prémentionné, connu par le notaire par ses nom, prénoms, état civil et résidence, a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F.NOEL, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 février 2009. Relation: LAC/2009/7568. Reçu: soixante quinze euros (75 €)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 MARS 2009.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009035621/211/259.

(090040379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2009.

ProLogis Poland XXVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.973.

Le bilan et/ou l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Gareth Alan Gregory

Gérant

Référence de publication: 2009035297/1127/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2009, réf. LSO-DB07446. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

**Amirali Holding S.A., Société Anonyme,
(anc. Canyon Finance S.A.).**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 143.431.

L'an deux mille neuf,

Le vingt-neuf janvier,

Par devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "CANYON FINANCE S.A.", avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 3 décembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 3042 du 30 décembre 2008, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 143.431.

L'assemblée est présidée par Monsieur Lionel CAPIAUX, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

qui désigne comme secrétaire Madame Jacqueline BERNARDI, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Faride BENTEBBAL, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination sociale en "AMIRALI HOLDING S.A.", et modification subséquente de l'article premier, alinéa un, des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la société en "AMIRALI HOLDING S.A.", et de modifier en conséquence l'alinéa premier de l'article un des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. (1^{er} alinéa).** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "AMIRALI HOLDING S.A." "

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L. Capioux, J. Bernardi, F. Bentebbal, E. Schlessner.

Enregistré à Luxembourg A. C, le 30 janvier 2009. LAC/2009/3702. Reçu 75 € (soixante-quinze euros)

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 13 février 2009.

Emile SCHLESSNER.

Référence de publication: 2009035752/227/50.

(090040685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2009.

Ter-Ellen S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 16.137.

—
RECTIFICATIF

Extrait

Dépôt n°: L060079538.11 du 02/08/2006

Lisez:

- Monsieur IOANNOU Leonidas au lieu de ST, Ioannou Leonidas
- Madame PARASKEVAIDES Christina G. au lieu de G. Paraskevaides Christina
- Monsieur PARASKEVAIDES Efthymoulos G. au lieu de G. Paraskevaides Efthymoulos.

Pour TER-ELLEN S.A., Société Anonyme

SOFINEX S.A., Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2009035553/783/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02773. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Inmer Investments Sp.z o.o. Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 134.007.

Extrait des résolutions prises par la société mère de la succursale en date du 12 février 2009, du 08 septembre 2008, du 26 novembre 2007 et du 10 juin 2008

Par les résolutions écrites du 12 février 2009, la société mère de la Succursale a décidé:

- D'accepter la démission de Dimitri Servais and Christian Terberger en tant que gérant de la Succursale, prenant effet le 12 février 2009;

- De nommer en tant que gérant, prenant effet le 12 février 2009, et pour une durée indéterminée,

* Mr Mark Hatherly, né le 13 novembre 1965 à Auckland (New Zealand), et ayant comme adresse 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;

En conséquence, le conseil de Gérance de la Société se compose de:

- Mr Mark Hatherly, demeurant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;

- Mr Mark Dunstan, demeurant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;

Par les résolutions écrites du 08 septembre 2008, la société mère de la Succursale a décidé:

- D'accepter la démission de Thomas Neville Ravensdale en tant que membre de la société mère de la Succursale, prenant effet le 08 septembre 2008;

- De nommer en tant que membre, prenant effet le 08 septembre 2008, et pour une durée indéterminée,

* Mr Kenneth Morgen, né le 25 avril 1964 à Dublin (Irlande), et ayant comme adresse Al. Jerozolimskie 56C, PL-00-803 Warsaw;

Par les résolutions écrites du 26 novembre 2007, la société mère de la Succursale a décidé:

- D'accepter la démission de David James Ross en tant que membre de la société mère de la Succursale, prenant effet le 26 novembre 2007;

- De nommer en tant que membre, prenant effet le 26 novembre 2007, et pour une durée indéterminée,

* Mr Michael Larkin, ayant comme adresse professionnelle Level 23, The Chifley Tower 2 Chifley Square Sydney NSW 2000 Australia;

Par les résolutions écrites du 10 juin 2008, la société mère de la Succursale a décidé:

- D'accepter la démission de Michael Larkin en tant que membre de la société mère de la Succursale, prenant effet le 10 juin 2008;

- De nommer en tant que président, prenant effet le 10 juin 2008, et pour une durée indéterminée,

* Mr Martin Rey, né le 23 février 1957, et ayant comme adresse professionnelle Maximilianhofe, Maximilianstrasse 13, D-80539 München;

En conséquence, le conseil de Gérance de la société mère de la Succursale se compose de:

- Mr Kenneth Morgan, membre, demeurant professionnellement à Al. Jerozolimskie 56C, PL-00-803 Warsaw;

- Mr Neil Dewar Lewis, Vice-président, demeurant professionnellement au 15th Floor, 5 Aldermanbury Square, London EC2V 7HR;

- Mr Martin Rey, président, demeurant professionnellement au Maximilianhofe, Maximilianstrasse 13, D-80539 München;

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009035593/9244/46.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2009, réf. LSO-DB06306. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

Hasa Holding S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 270.000,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 85.041.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 12 février 2009 a approuvé les résolutions suivantes:

- Meike Lakerveld, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, est élue nouveau Administrateur de la société avec effet au 27 mars 2008 et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2013.

Pour extrait conforme

Frank Walenta

Référence de publication: 2009035557/724/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2009, réf. LSO-DB06482. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

ProLogis Poland XXIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.953.

Le bilan et/ou l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Gareth Alan Gregory

Gérant

Référence de publication: 2009035296/1127/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2009, réf. LSO-DB07447. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090039652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

NORD/LB G-MTN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 26, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 144.329.

—
Auszug aus dem Beschluss des einzigen Aktionärs vom 2. Februar 2009

Der einzige Aktionär der Gesellschaft hat am 2. Februar 2009 Ernst & Young S.A., 7 Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach (R.C.S. Luxembourg B 47.771) mit Wirkung ab Gründung der Gesellschaft für einen Zeitraum, der mit der ordentlichen Hauptversammlung 2013 endet, bzw. mit dem Datum der Annahme des Jahresabschlusses vom 31. Dezember 2012 durch den einzigen Aktionär, als unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bestellt.

Angabe zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 3. Februar 2009.

Für NORD/LB G-MTN S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2009032363/267/18.

Enregistré à Luxembourg, le 10 février 2009, réf. LSO-DB03448. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090036047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2009.